

LAGARDERE ACTIVE BROADCAST

Société Anonyme Monégasque au capital de 24 740 565 euros
Siège Social : 57, rue Grimaldi - MC 98000 MONACO
R.C.I. 56 S 448 MONACO

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

EXERCICE 2008

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président Délégué

Didier QUILLOT

Administrateurs Délégués

Jean-Pierre COTTET
Edward RUSSO

Administrateurs

Thierry FUNCK-BRENTANO
Pierre LEROY
Sophie THEVENOUX
LAGARDERE ACTIVE représentée par Alexandre BOMPARD
HACHETTE SA représentée par Dominique D'HINNIN

Commissaires aux comptes titulaires

Claude PALMERO
François BRYCH

Réviseur

MAZARS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Exercice 2008

Lagardère Active Broadcast constitue le pôle audiovisuel de Lagardère Active. Ses activités s'exercent dans les domaines de la radio, des chaînes thématiques, la production et distribution audiovisuelles et la régie publicitaire.

Afin de répondre à l'évolution de ses métiers, les activités d'éditeur de magazines, audiovisuelles et numériques du groupe Lagardère sont réunies maintenant au sein de Lagardère Active. Le rapprochement, qui avait été annoncé fin 2006, s'est concrétisé sur le plan juridique au cours des derniers mois de 2007 par une série d'opérations d'apports, de cessions et de fusions. Celles-ci ont consisté à regrouper sous une nouvelle société holding qui a pris le 31 décembre 2007 la dénomination sociale de Lagardère Active, les différentes sociétés sous-holding de cette branche : Hachette Filipacchi Presse pour les activités Presse, Lagardère Active Broadcast pour les activités Radio et Télévision, Lagardère Active Digital pour les activités numériques, etc.

Les opérations de regroupement des différentes activités sous les nouvelles structures ainsi mises en place par Lagardère Active ont été finalisées à la fin du 1^{er} semestre 2008.

Le chiffre d'affaires consolidé de Lagardère Active Broadcast s'est élevé au cours de l'exercice 2008 à 519 millions d'euros, contre 505,8 millions d'euros en 2007, à méthodes comparables.

Le résultat consolidé avant charges financières et impôts a été arrêté à 89,4 millions d'euros, contre 50,9 millions d'euros au 31 décembre 2007, à méthodes comparables.

Le résultat net consolidé part du groupe ressort à 59 millions d'euros, contre 14,9 millions d'euros au 31 décembre 2007, à méthodes comparables.

Le résultat de la société mère Lagardère Active Broadcast est en bénéfice de 67,6 millions d'euros, contre 1,6 million d'euros au 31 décembre 2007.

RADIO

En France, Lagardère Active Broadcast est, avec ses trois réseaux nationaux, l'un des acteurs majeurs sur le marché de la radio :

- *Europe 1*, radio de référence, fidèle à sa vocation généraliste, exigeante et grand public. Europe 1 est écoutée en moyenne par 5,1 millions d'auditeurs de 13 ans et plus chaque jour¹.
- *Virgin Radio*, radio musicale générationnelle des jeunes adultes de 18 à 34 ans, est fondée sur des valeurs de création, de fantaisie, d'originalité et d'audace. Virgin Radio programme une musique Rock qui trouve ses racines dans les années 90 et favorise l'émergence des nouveaux talents. Virgin Radio est écoutée par 2,8 millions d'auditeurs par jour.
- *RFM*, radio musicale "adulte contemporaine", est la station qui est positionnée sur la diversité de sa programmation musicale avec le claim « Tous les meilleurs hits ». RFM est la seconde radio musicale en France sur les 30-49 ans.

A l'international, Lagardère Active Radio International (LARI) exploite le savoir-faire radio de la Branche dans sept pays (Europe de l'Est, Allemagne et Afrique du Sud). Ses 25 radios, essentiellement musicales, sont écoutées quotidiennement par près de 34 millions d'auditeurs.

Dans quasiment tous les pays où elle est présente, LARI est le leader du marché des radios privées : 1^{er} groupe en Russie, Pologne, Roumanie, République Tchèque, dans le Land de Sarre en Allemagne et en Afrique du Sud.

En France comme à l'étranger, les activités de radios sont soumises à un cadre législatif et réglementaire national et communautaire qui organise le secteur de l'audiovisuel et des télécommunications. En France, l'activité radio est conditionnée à des autorisations préalables obtenues auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Les revenus des radios sont constitués à plus de 90 % de recettes publicitaires qui dépendent largement des mesures d'audience et de la santé du marché publicitaire.

Europe 1, radio de référence, a modifié profondément sa grille à la rentrée 2008 pour accentuer son positionnement de radio généraliste. Europe 1 gagne ainsi 12 % en 1 an de part d'audience² sur les 13 ans et

¹ Source : Enquête Médiamétrie 126000 radio 13 ans et +, vague nov-déc 2008

² Source : Enquête Médiamétrie 126000 radio 13 ans et + PDA, vagues nov-déc 2007 et nov-déc 2008

plus, la croissance est encore plus marquée sur ses cibles commerciales : + 32 % sur les 25-49 ans, et + 17 % sur les CSP+.

Grâce à la mise en place d'une toute nouvelle grille à la rentrée 2008 Virgin Radio devient 2^{ème} radio de France sur les 25-34 ans³. Un format musical unique « Rock Star Music », 2 émissions phares animées d'une part par Cauet, d'autre part par Bruno & Camille constituent aujourd'hui le succès de Virgin Radio.

RFM se positionne aujourd'hui comme la deuxième radio musicale adulte⁴ avec un nouveau claim « tous les meilleurs hits », une nouvelle matinale installée à la rentrée 2008, animée par Laurent Petitguillaume et Stefan Caza ; et toujours le rendez-vous de Bruno Robles dans l'après-midi.

Le CSA a lancé le 26 mars 2008, le 1^{er} appel aux candidatures pour la radio numérique portant sur 19 agglomérations françaises correspondant à une couverture de 30 % de la population.

Lagardère Active Broadcast a déposé le 1^{er} octobre 2008 les candidatures suivantes :

- la reprise des programmes existants : Europe 1 et Europe 1 Sport, Virgin Radio, RFM (et leurs déclinaisons locales – 22 dossiers distincts),
- deux nouveaux projets : Europinfo et Virgin Radio 100 % Rock Français.

Tous les dossiers ont été déclarés recevables par décision du CSA le 5 décembre 2008. La sélection des candidats est annoncée courant mars 2009 et la délivrance des autorisations en fin de 1^{er} semestre 2009.

A l'international, LARI a poursuivi son expansion en 2008 :

- En Roumanie, lancement de Vibe Fm, 3^{ème} format Dance.
- En Pologne, lancement de Chillizet, un 5^{ème} réseau, sur les 12 principales villes du pays et réorganisation de ses 3 réseaux locaux ciblés et complémentaires de RadioZet : relancement de AntyRadio et Planeta et consolidation du réseau Plus.
- Lancement en décembre 2008 de Sveeje 5^{ème} radio en Russie sur un format « Dance » afin d'offrir aux auditeurs et aux annonceurs un éventail plus complet de formats et cibles.
- Candidature à l'appel d'offre pour l'attribution d'une fréquence nationale au Maroc (réponse 1^{er} trimestre 2009).

A ces développements s'ajoutent de bons résultats d'audience en Russie, Roumanie, Pologne et République Tchèque qui permettent à LARI de consolider ses positions sur l'ensemble des 7 pays où elle est implantée.

Ses radios réunissent plus de 17 millions d'auditeurs quotidiens en Russie⁵, 8,5 millions en Pologne⁶, 4 millions en Roumanie⁷, 2 millions en République Tchèque⁸, près d'1 million et demi en Afrique du Sud⁹ et d'1 million en Allemagne¹⁰ soit 33,8 millions d'auditeurs sur l'ensemble des pays où opère LARI¹¹.

En parallèle de son activité éditoriale LARI a systématiquement développé ses propres régies qui commercialisent en exclusivité, en plus de ses propres radios, de nombreux éditeurs extérieurs tels que Radio Impuls leader en République Tchèque ou le réseau PN en Pologne.

Cette stratégie permet à LARI de renforcer son leadership commercial avec le 1^{er} rang parmi les régies radios en Russie, Pologne, Roumanie, République Tchèque et Afrique du Sud.

En France, en dépit d'un marché publicitaire 2008 en recul de 4,8 %, les radios de Lagardère Active Broadcast ont fini l'année en légère hausse. LARI termine l'année 2008 en progression malgré une décroissance sur la fin de l'année.

En 2009, la régie commerciale de Lagardère Active Broadcast ne représentera plus le GIE Les Indépendants.

³ Source : Enquête Médiamétrie 126000 radio 13 ans et +, vague nov-déc 2008

⁴ Source : Enquête Médiamétrie 126000 radio 13 ans et +, vague nov-déc 2008

⁵ Source : TNS Gallup Média, Juil/Sept 08

⁶ Source : SMG/KRC Oct/Déc 08

⁷ Source : SAR Mai 08

⁸ Source : Radio Project avr.-sept. 08

⁹ Source : RAMS Juil/Oct 08

¹⁰ Source : AS&S MAII 2008

¹¹ Sources : TNS Gallup Média Régions Oct/Déc 08 ; MML Sk Juil/Déc 08

CHAINES THEMATIQUES

Lagardère Active Broadcast est présent sur deux thématiques, tant sur la TNT que sur le câble et le satellite :

- la musique, avec sur la TNT gratuite Virgin 17, et 5 chaînes sur le câble et le satellite (MCM, MCM Top, MCM Pop, MCM Belgique, Mezzo – détenue à 40 % par France Télévisions) ;
- la jeunesse, avec Canal J (pour les enfants de 7 à 14 ans), sur le câble et le satellite ainsi que la TNT payante, TiJi, (pour les moins de 7 ans), Filles TV (pour les filles de 11 à 17 ans), et Gulli, détenue à 34 % par France Télévisions, depuis novembre 2005 sur la TNT gratuite.

Grâce à cette offre, Lagardère Active Broadcast est leader en France sur les domaines de la musique et de la jeunesse¹². Plus spécifiquement, Gulli est la troisième chaîne de la TNT sur les 4 ans et plus équipés d'un adaptateur TNT avec 3,8 % de part d'audience. En incluant les chaînes hertziennes, elle se classe 6^{ème}, devant France 5, Canal+ et Arte¹³.

Les activités d'édition de chaînes de télévision sont soumises aux législations et réglementations françaises et communautaires qui régissent le secteur de l'audiovisuel et des télécommunications.

Les revenus des chaînes câbles et satellites sont très majoritairement constitués de la rémunération versée par les opérateurs qui les diffusent. Les chaînes TNT Virgin 17 et Gulli, diffusées gratuitement sur la Télévision Numérique Terrestre, tirent leurs revenus de la publicité, et bénéficient d'une base de téléspectateurs potentiels élargie et du dynamisme du marché publicitaire de ce média en développement. La couverture de la TNT est passée en 2008 à environ 90 % de la population française¹⁴, et le nombre d'initialisés peut être estimé à 72 % de la population française si on additionne les foyers équipés TNT et ceux recevant la TNT via le câble ou le satellite¹⁵.

L'année 2008 a été marquée par la montée en puissance de la TNT, dont l'audience progresse parallèlement à la progression de son initialisation et de sa couverture. La part des Autres TV (hors chaînes hertziennes traditionnelles) est ainsi passée en un an de 20,8 % à 26,3 % de part d'audience¹⁶, en grande partie du fait de la progression de la TNT. Ces résultats d'audience commencent à se traduire en termes de chiffre d'affaires publicitaire avec des taux de croissances supérieurs à 100 % en 2008.

Dans un environnement concurrentiel intense, les bons résultats d'audience¹⁷ obtenus confirment la performance des chaînes du Groupe, tant sur la TNT que sur le câble et le satellite :

- Gulli est la 3^{ème} chaîne de la TNT, avec 3,8 % de part d'audience ;
- L'ensemble des chaînes jeunesse de Lagardère Active Broadcast représentent 13,9 % de part d'audience nationale sur les 4-10 ans, devant France 3 et M6. Canal J et TiJi sont respectivement les 2^{ème} et 3^{ème} chaînes du câble et du satellite tous publics confondus avec 1,0 % et 0,8 % de part d'audience sur les 4 ans et plus ;
- Virgin 17 se renforce sur les 15-24 ans en progressant de plus de 80 % sur cette cible. Virgin 17, la chaîne renforcera en 2009 sa programmation sur les moins de 50 ans ;
- MCM est la 1^{ère} chaîne musicale du câble et du satellite depuis plus de 10 ans sur les 15-34 ans avec 1% de part d'audience ;
- Mezzo poursuit son développement à l'international : elle est reçue par 15,4 millions d'abonnés dans 39 pays.

Fin 2008, la régie commerciale a signé un nouveau contrat de commercialisation des chaînes de NBC Universal Global Networks France (13^è Rue et SciFi).

PRODUCTION ET DISTRIBUTION AUDIOVISUELLES

Dans le domaine de la production et de la distribution audiovisuelles, Lagardère Active Broadcast fournit à toutes les chaînes hertziennes des programmes de stocks (fictions, documentaires, animation) et de flux (magazines, divertissements, access prime-time), à travers sa filiale Lagardère Entertainment. En 2008,

¹² Source : Enquête MédiaCabSat décembre 2007 – juin 2008

¹³ Source : Enquête Médiamétrie janvier-décembre 2008

¹⁴ Source : CSA

¹⁵ Source : médiamétrie/ Référence des équipements Multimédias/ décembre 2008

¹⁶ Source : médiamat décembre 2008 vs décembre 2007, 4 ans et +

¹⁷ Source : Enquête MédiaCabSat décembre 2007 – juin 2008, Médiamat année 2008

Lagardère Active Broadcast est toujours le premier producteur de fictions prime-time en France¹⁸ (en nombre d'heures diffusées) et le troisième producteur de flux¹⁹.

Le chiffre d'affaires de ces sociétés est composé des financements accordés par les diffuseurs ou les co-producteurs, auxquels viennent s'ajouter des aides du type CNC. Le chiffre d'affaires d'une production donnée ne dépend pas directement du niveau d'audience réalisé, ce qui en fait une activité moins risquée que les productions cinématographiques exploitées en salle par exemple.

Au travers de ses activités de production et distribution audiovisuelles, Lagardère Entertainment est un partenaire majeur des chaînes hertziennes pour la fiction de prime-time et les programmes de flux (magazines, ...) avec environ 800 heures produites en 2008 et 12 des 100 meilleures audiences de prime-time en 2008 tous programmes confondus²⁰, réunissant chacun entre 7,7 et 8,8 millions de téléspectateurs.

Dans le domaine de la fiction de prime-time, et pour la 7^{ème} année consécutive, Lagardère Entertainment arrive à la 1^{ère} place du classement annuel 2008²¹ avec 108 heures diffusées sur la saison 2007/2008.

Lagardère Entertainment se distingue par la production d'unitaires et de fictions de prestige, telle que *Le gendre idéal* (DEMD Productions pour TF1), *Plus tard tu comprendras* (Images & Cie), par ses séries-phares à héros récurrents comme *Julie Lescaut*, *Diane Femme Flic et Famille d'accueil* (GMT Productions pour TF1), *Joséphine ange gardien* (DEMD Productions pour TF1), *Père & Maire* (Aubes Productions pour TF1). Lagardère Entertainment se développe aussi dans le format 52 minutes avec, par exemple, *Merci les enfants vont bien* (DEMD Productions pour M6) et nouvellement créé en 2008 *Flics* et *Les Bougon* (GMT pour TF1).

Lagardère Entertainment est également un des leaders dans le domaine du flux, grâce notamment à Maximal Productions (*C' dans l'air*, *C'est à dire*, quotidiennes sur France 5 et *@ la carte* quotidienne pour France 3), Image & Cie (*Ripostes* pour France 5).

L'activité de Lagardère Entertainment est en décroissance en données comparables d'environ - 5 % par rapport à 2007.

REGIE PUBLICITAIRE

Régie de la diversité, Lagardère Active Publicité représente un grand nombre de marques médias avec des positions de leader sur les cibles publicitaires clés :

- 1ère régie Radio avec 34 % de part d'audience commerciale sur les 13 ans et plus²² ;
- une régie Internet puissante : l'offre de Lagardère Active Publicité a rassemblé près de 22 millions de visiteurs uniques en décembre 2008²³, ce qui la positionne comme la 7^{ème} régie du marché et la première régie « groupe média ».

PERSPECTIVES

Le contexte économique mondial est devenu très incertain en ce début d'année 2009. Lagardère Active Broadcast, dont le chiffre d'affaires consolidé est majoritairement publicitaire, est assurément fortement impacté par l'état général de l'économie dans les pays où nous opérons. Dans ce contexte, la visibilité sur le marché publicitaire est particulièrement faible pour les activités audiovisuelles. Les tendances publicitaires des premières semaines de 2009 sont fortement négatives dans les principaux pays dans lesquels nous sommes présents.

Dans ce contexte, l'accent sera plus que jamais mis en 2009 sur l'approfondissement du plan d'amélioration de la performance et sur la rationalisation du portefeuille d'actifs.

¹⁸ Source : Ecran Total

¹⁹ Source : Ecran Total

²⁰ Source : Mediamétrie / Médiamat sur les 4 ans et plus

²¹ Source : Ecran Total

²² Source 126000 RADIO - ND 2008 - LàV - 5h/24h

²³ Source : Mediametrie/ netratings ; tous lieux de connexion, France d décembre 2008 (applications Internet exclues)

ELEMENTS FINANCIERS
LAGARDERE ACTIVE BROADCAST

ANNEXE AU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par application des dispositions de l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895, nous vous rendons compte, ci-après, des opérations réalisées avec des sociétés dans lesquelles certains membres du Conseil d'Administration détiennent des intérêts directs ou indirects.

1. Opérations réalisées avec la Compagnie Européenne de Radiodiffusion et de Télévision (C.E.R.T.)

Administrateur concerné : Edward Russo.

La concession par laquelle la C.E.R.T. a confié à Lagardère Active Broadcast la location exclusive du temps d'antenne d'Europe 1, a continué à s'appliquer au cours de l'exercice 2008 pour un total de facturations de 6 793 889 €.

2. Opérations réalisées avec Europe 1 Télécompagnie

Administrateur concerné : Edward Russo et Alexandre Bompard.

La convention par laquelle Europe 1 Télécompagnie est chargée, à titre exclusif, de réaliser les programmes à diffuser sur l'antenne d'Europe 1 est demeurée en vigueur. La rémunération allouée à Europe 1 Télécompagnie s'est élevée à 44 541 515 €.

3. Opérations réalisées avec Régie 1

Administrateur concerné : Edward Russo et Alexandre Bompard.

Le contrat par lequel Lagardère Active Broadcast a confié à Régie 1 la mission de rechercher la publicité à diffuser sur l'antenne de la radio Europe 1 s'est poursuivi. Régie 1 a retenu à ce titre sa commission de sous-régie publicitaire.

4. Opérations réalisées avec Lagardère Active Management

Administrateur concerné : Edward Russo.

La mission confiée par Lagardère Active Broadcast à Lagardère Active Management d'assurer les services opérationnels de gestion et d'administration du groupe s'est poursuivie. La rémunération allouée à Lagardère Active Management s'est élevée à 7 600 000 €.

5. Opérations réalisées avec Lagardère Ressources

Administrateurs concernés : Pierre Leroy, Thierry Funck-Brentano et Dominique D'Hinnin.

En application du contrat de prestations de services du 22 novembre 2005, Lagardère Ressources a facturé des honoraires pour 4 343 461 €.

6. Opérations réalisées avec Promotion et Spectacles d'Europe 1

Administrateur concerné : Edward Russo.

La rémunération allouée à Promotions et Spectacles d'Europe 1 pour assurer les campagnes de communication du Groupe s'est élevée à 1 615 000 €.

7. Opérations réalisées avec certaines sociétés du Groupe

7. a) L'engagement pris par Lagardère Active Broadcast d'assumer les conséquences financières éventuelles des engagements pris par les sociétés Europe 2 Entreprises, RFM Entreprises et Lagardère Active Radio International, dans le cadre de leurs activités, s'est poursuivi.

7. b) Dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, Lagardère Active Broadcast a reçu et/ou versé aux sociétés suivantes, des intérêts pour un montant net versé (5 206 357 €) :

A2PRL	Lagardère Active Publicité
BR Com	Lagardère Active Publicité Services
CERT	Lagardère Métropoles
Europe 1 Immobilier	Lagardère Active Radio International
Europe 1 Télécompagnie	Lagardère Active Management
Europe 2 Communication	Lagardère Active TV
Europe 2 Entreprises	Lagardère SCA
Europe 2 Paris	Performances
Europe News	Promotion et Spectacles d'Europe 1
Europa Plus France	Régie Radio Music
Lagardère Active Finances	RFM Entreprises
Images et Son Conseil	Sofineurope
IRS France	Virginmega
IS9	Europe 1 Sport

7. c) Lagardère Active Broadcast a facturé à ses filiales des honoraires pour un total de 9 306 416 €.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'euros)

ACTIF		Notes N°	31.12.2008	Rappel	variations
			(12 mois)	31.12.2007 (12 mois)	
Actif disponible ou recouvrable à moins d'un an	Banques : Dépôts à vue		614	94	
	Titres négociables		0	0	
	Créances d'exploitation :				
	-Clients débiteurs	(2.1)	25 461	26 380	
	-Débiteurs divers	(2.2)	429	626	
	(-) Provision pour dépréciation		0	0	
	-Taxes à récupérer		6 848	7 753	
	Comptes des sociétés affiliées	(2.3)	52 229	147 456	
	(-) Provision pour dépréciation	(2.4)	-6 113	-772	
	Autres créances		0	0	
Excédent d'impôt sur les bénéfices versé		137	0		
		<u>79 605</u>	<u>181 537</u>	-101 932	
Actif à plus d'un an d'échéance	Autres créances		60 402	59 406	
	(-) Provision pour dépréciation		-37 607	-37 607	
		(2.5)	<u>22 795</u>	<u>21 799</u>	996
Actif indisponible	Dépôts et cautionnements versés		13	10	3
Titres de participation	Titres des sociétés affiliées		334 018	271 099	
	(-) Provision pour dépréciation		-25 470	-37 513	
		(2.6)	<u>308 548</u>	<u>233 586</u>	74 962
Immobilisations	Autres immobilisations incorporelles		7	7	
	Installations techniques		3	3	
	(-) Amortissements		-3	-3	
	Mobilier et matériel de bureau		228	228	
	(-) Amortissements		-226	-223	
	Agencements et installations		588	588	
	(-) Amortissements		-586	-585	
		<u>11</u>	<u>15</u>	-4	
Comptes de régularisation	Produits à recevoir	(2.7)	8 383	8 844	
	Dépenses payées d'avance		1	210	
	Charges imputables aux exercices futurs	(2.8)	8 121	7 443	
			<u>16 505</u>	<u>16 497</u>	8
Total		427 477	453 444	-25 967	
Comptes d'ordre	Actions des administrateurs détenues en garantie de gestion		0	0	
	Tiers débiteurs pour avals, cautions et autres garanties reçues		0	0	
			<u>0</u>	<u>0</u>	0

(en milliers d'euros)

PASSIF		Notes N°	31.12.2008 (12 mois)	Rappel 31.12.2007 (12 mois)	variations
Passif exigible à moins d'un an	Découverts bancaires	(2.9)	36 783	30 230	
	Coupons à payer		1	1	
	Fournisseurs : comptes des sociétés affiliées	(2.10)	2 285	11 489	
	Fournisseurs créditeurs		113	1 293	
	Dépenses à régler		333	67	
	TVA collectée par l'entreprise		3 143	5 747	
	Créditeurs divers		69	378	
	Comptes des sociétés affiliées	(2.11)	190 595	241 176	
	Avances et emprunts	(2.12)	21 677	24 307	
	Autres dettes	(2.13)	0	3 682	
	Avoirs à établir	(2.14)	4 611	8 482	
	Passif précompté : frais courus non échus	(2.15)	19 970	23 886	
			<u>279 580</u>	<u>350 738</u>	-71 158
Provisions pour risques		(2.16)	33 051	54 855	-21 804
Comptes de régularisation	Différences de conversion	(2.17)	8 127	8 838	-711
Fonds social	Capital social		24 741	24 741	
	Prime d'émission		0	0	
	Réserve indisponible		404	404	
	Réserves statutaires		2 514	2 514	
	Réserves facultatives		0	0	
	Réserve spéciale de réévaluation		3 897	3 897	
	Réserves ordinaires		0	0	
	Provisions réglementées		56	0	
			<u>31 612</u>	<u>31 556</u>	
Résultats	Report des exercices antérieurs		7 457	5 891	
	Résultat net de l'exercice suivant compte de pertes et profits		67 650	1 566	67 650
			<u>75 107</u>	<u>7 457</u>	
		(2.18)	<u>106 719</u>	<u>39 013</u>	67 706
Total			427 477	453 444	-25 967
Comptes d'ordre	Administrateurs créditeurs pour actions déposées		0	0	
	Avals, cautions et autres garanties données		0	0	0
			<u>0</u>	<u>0</u>	

COMPTES DE PERTES ET PROFITS AU 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'euros)

		Notes N°	31.12.2008 (12 mois)	Rappel 31.12.2007 (12 mois)	variations
Résultat de l'activité principale	Produits des ventes ou autres facturations		75 460	77 983	
	<i>A déduire :</i>				
	Taxes sur le chiffre d'affaires		-12 366	-12 780	
	Produits nets des ventes	(1.1)	63 094	65 203	-2 109
	Coût des ventes ou autres facturations	(1.2)	-80 551	-70 330	9 779
Bénéfice brut		(1.3)	2 543	-5 127	7 670
	<i>A déduire :</i>				
	Frais d'administration	(1.4)			
	- Frais de personnel		704	701	
	- Frais financiers		1 391	165	
	- Frais généraux divers		8 636	9 571	
	- Amortissements		3	4	
	- Provisions		-18 221	-6 551	
			-7 487	3 890	-11 377
Résultat net de l'activité principale		(1.5)	10 030	-9 017	19 047
Résultats des activités accessoires	Résultat de la gestion financière	(1.6)	-6 635	-4 204	
	Résultat des participations	(1.7)	41 429	491	
	Résultat des autres activités accessoires	(1.8)	9 306	9 484	
			44 100	5 771	38 329
Résultat courant		(1.9)	54 130	-3 246	57 376
Résultats extraordinaires ou exceptionnels	Plus-values sur cessions de titres d'OPCVM		0	0	
	Moins-values sur cessions des titres de participation		0	0	
	Provisions ou reprises sur titres de participation	(1.10)	12 043	-218	
	Provisions nettes sur comptes courants	(1.11)	-5 341	-254	
	Abandons et retours nets sur comptes courants	(1.12)	0	-1 711	
	Ajustement provision pour risques	(1.13)	6 230	8 728	
	Résultats exceptionnels	(1.14)	-1 492	2 271	
			11 440	8 816	2 624
Résultats afférents aux exercices antérieurs	Profits	(1.15)	4 378	33	
	Pertes		0	0	
			4 378	33	4 345
Résultat avant impôt			69 948	5 603	64 345

ANNEXE FINANCIERE

Les comptes annuels, arrêtés par le Conseil d'Administration du 3 mars 2009 sont établis dans le respect du principe de prudence et sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

L'exercice d'une durée de 12 mois s'est déroulé du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008.

En dehors de la prise en compte éventuelle de la réévaluation, la méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Réévaluation

La société a procédé, à la clôture de l'exercice 1979, à la réévaluation légale de ses immobilisations non amortissables inscrites au bilan du 30 septembre 1977 qui a entraîné la constitution au passif du bilan d'une réserve de réévaluation de 23 457 K€, dont 9 065 K€ ont été incorporés au capital. Compte tenu de la reprise totale de la réévaluation des titres de sociétés disparues et du fonds de commerce par amortissement, la réserve a été ramenée à 3 897 K€.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction de la durée de vie prévue comprise entre quatre et dix ans.

Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à la valeur de souscription ou au coût d'acquisition, éventuellement réévalués. Les montants des situations nettes comptables des sociétés concernées déterminent les provisions pour dépréciation lorsque les éléments d'actif ne contiennent pas de plus-values latentes suffisantes.

Produits à recevoir (en K€)

- Clients - factures à établir	8 136
- Fournisseurs - avoirs à recevoir	244
- Banques – intérêts à recevoir	<u>3</u>
	8 383

Situation fiscale différée

Le montant des déficits fiscaux constatés en France à la clôture de l'exercice est de 15 810 K€, compte tenu de la perte enregistrée en 2008.

Couverture de change

Les comptes-courants débiteurs et créditeurs en USD sont égaux en montant et ont fait l'objet de remboursements symétriques en 2008. Cette position a pu être qualifiée de couverture de change au 31 décembre 2008 et donc de permettre de ne pas provisionner les pertes de change latentes

Charges à payer (en K€)

La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer en fin d'exercice, se présente comme suit :

- Fournisseurs - factures non parvenues	19 480
- Personnel - dettes provisionnées	119
- Clients – avoirs à établir	4 611
- Divers - charges à payer	<u>371</u>
	24 581

Etablissement de comptes consolidés

La société établit des comptes consolidés conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2008.

FONDS DE ROULEMENT

(en milliers d'euros)

		Montants au 31.12.2008	Montants au 31.12.2007	Variations
Eléments d'actif	Actif disponible ou recouvrable à moins d'un an	79 605	181 537	-101 932
	Actifs divers (comptes de régularisation)	16 505	16 497	8
		<u>96 110</u>	<u>198 034</u>	<u>-101 924</u>
Eléments du passif	Dettes envers les tiers	279 580	350 738	-71 158
	Passifs divers (comptes de régularisation)	8 127	8 838	-711
		<u>287 707</u>	<u>359 576</u>	<u>-71 869</u>
Fonds de roulement		-191 597	-161 542	
Augmentation du fonds de roulement				30 055

TABLEAU DE FINANCEMENT

(en milliers d'euros)

		31.12.2008		
Ressources	Bénéfice de l'exercice	67 650		
	Dotation aux amortissements	4		
	Variation de provisions (reprises nettes)	<u>-33 791</u>		
	Autofinancement		33 863	
Total des ressources				33 863
Emplois	Acquisition de titres de participation		62 919	
	Augmentation des autres créances (LT)		996	
	Augmentation de l'actif indisponible		3	
	Distribution de dividende		<u>0</u>	
Total des emplois				63 918
Augmentation du fonds de roulement				30 055

ANALYSE DES BILANS COMPARES

(en milliers d'euros)

ACTIF (en K€)

L'actif disponible ou recouvrable à moins d'un an

est passé de 181 537 K€ à 79 605 K€, soit une diminution de 101 932 K€ :

Postes en augmentation

- Banques : Dépôts à vue	520	
- Provision pour dépréciation des sociétés affiliées :	-5 341	
- Exédent d'impôt sur les bénéfices versés	137	
		-4 684

Postes en diminution

- Clients débiteurs	919	
- Débiteurs divers	197	
- Taxes à récupérer	905	
- Comptes des sociétés affiliées	95 227	
		97 248

Variation -101 932

L'actif à plus d'un an d'échéance

est passé de 21 799 K€ à 22 795 K€ soit une augmentation de 996 € :

Postes en augmentation

- Autres créances	996	
-------------------	-----	--

Variation 996

L'actif indisponible

Les dépôts et cautionnements sont passés de 10 K€ à 13 K€ soit une augmentation de 3 K€

Variation 3

Les titres de participation

sont évalués à 308 548 K€ contre 233 586 K€, soit une augmentation de 74 962 K€ :

Augmentations

- Acquisition de titres Lagardère Active TV	60 695	
- Acquisition de titres Europe 1 Sport	2 428	
- Acquisition de titres TLT Télé Toulouse	101	
		63 224
- Provision pour dépréciation des titres de participation :		
TLT Télé Toulouse	-101	
Maison H	-39	
		-140
		63 084

Diminutions

- Cession de titres Lagardère Active Management	305	
		305
- Provision pour dépréciation des titres de participation :		
Lagardère Thématiques	-12 183	
		-12 183
		-11 878

Variation 74 962

Les immobilisations sont inscrites en valeur nette pour 11 K€ contre 15 K€, soit une diminution de 4 K€ :

Postes en augmentation

- Amortissements des mobilier et matériel de bureau	-3	
- Amortissements des agencements et installations	-1	
		-4

Variation -4

Les comptes de régularisation actif

sont passés de 16 497 K€ à 16 505 K€, soit une augmentation de 8 K€ :

Postes en augmentation		
- Charges imputables aux exercices futurs	678	
		678
Postes en diminution		
- Produits à recevoir	461	
- Dépenses payées d'avance	209	
		670
Variation		8
Variation de l'actif		-25 967

PASSIF (en K€)**Le passif exigible à moins d'un an**

est passé de 350 738 K€ à 279 580 K€, soit une diminution de 71 158 K€ :

Postes en augmentation		
- Découverts bancaires		6 553
- Dépenses à régler		266
		6 819
Postes en diminution		
- Fournisseurs : comptes des sociétés affiliées		9 204
- Fournisseurs créditeurs		1 180
- TVA collectée par l'entreprise		2 604
- Créiteurs divers		309
- Comptes des sociétés affiliées :		50 581
- Avances et emprunts		2 630
- Autres dettes		3 682
- Avoirs à établir :		3 871
- Passif précompté : frais courus non échus		3 916
		77 977
Variation		-71 158
Les provisions pour risques		
sont passées de 54 855 K€ à 33 051 K€, soit une diminution de 21 804 K€ :		
Variation		-21 804

Les comptes de régularisation

sont passés de 8 838 K€ à K€, soit une diminution de 711 K€ :

Postes en augmentation		
- Néant	0	
		0
Postes en diminution		
- Différences de conversion	711	
		711
		-711
Variation		-711

Le fonds social (capitaux propres)

est passé de 39 013 K€ à 106 719 K€, soit une augmentation de 67 706 K€ :

Postes en augmentation		
- Provisions réglementées	56	
- Report des exercices antérieurs	1 566	
- Bénéfice de l'exercice	66 084	
		67 706
Postes en diminution		
- Néant	0	
		0
Variation		67 706
Variation du passif		-25 967

FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2008

(en euros)

Sociétés	Capital	Reserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus brute	Valeur comptable des titres détenus nette	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte (-) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
1. Renseignements détaillés										
A. Filiales										
(50% au moins du capital détenu par la société)										
SAS. Lagardère Active Publicité 31, rue du Colisée - 75008 Paris	43 500	-850 781	100,00	1 224 621	1 224 621	0	0	5 787 161	973 938	0
SA. Lagardère Active Radio International 28, rue François 1er - 75008 Paris	58 500 000	9 024 504	100,00	111 038 623	111 038 623	21 792 400	0	1 063 631	5 703 514	0
SAS. Europe 2 Entreprises 28, rue François 1er - 75008 Paris	11 700 000	2 522 737	100,00	15 244 724	15 244 724	0	0	33 432 392	2 193 467	0
SAS. Europe 1 Sport 26bis, rue François 1er - 75008 Paris	247 013	-2 433 929	100,00	2 427 582	2 427 582	4 011 812	0	290 675	-2 827 739	0
SAS. Lagardère Active TV 28, rue François 1er - 75008 Paris	27 116 550	90 350 979	100,00	124 432 426	124 432 426	0	0	0	6 767 801	0
GmbH. Compagnie Européenne de Radiodiffusion et de Télévision - Europe 1 (CERT) 58 - 60 Richard Wagner-Strasse D - 6600 Saarbrück (Allemagne)	4 000 000	4 627 583	99,80	17 071 375	17 071 375	0	0	9 026 077	2 749 446	0
SAS. Europe 1 Télécompagnie 26 bis, rue François 1er - 75008 Paris	3 750 000	10 508 104	50,00	3 954 139	3 954 139	0	0	53 046 996	2 267 586	0
B. Participations										
(10 à 50% du capital détenu par la société)										
SAS. Lagardère Thématiques 32, rue François 1er - 75008 Paris	35 759 368	12 262 035	49,00	50 710 019	27 200 019	0	0	6 382 015	7 488 468	0
SAS. Europe 1 Immobilier 26 bis, rue François 1er - 75008 Paris	1 050 000	4 941 882	32,14	3 821 277	3 821 277	0	0	13 184 222	-1 479 431	0
SA. Toulouse Télévision Arche Maréngo - 1, allée Jacques Chaban Delmas 31000 Toulouse	323 700 (1)	-307 744 (1)	19,30	1 332 877	0	30 000	0	3 733 774 (1)	-1 365 193 (1)	0
2. Renseignements globaux										
A. Filiales non reprises au paragraphe 1										
a) Filiales françaises (ensemble)				83 174	39 612	1 100 000	0			30 056 000
b) Filiales étrangères (ensemble)				182 634	182 634	0	0			12 021 600
B. Participations non reprises au paragraphe 1										
a) Dans des sociétés françaises (ensemble)		19 600			0	1 382 780	0			0
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble)		0			0	0	0			0

(1) Montant de l'exercice clos en 2007.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

sur l'exercice social clos le 31 décembre 2008

RAPPORT GENERAL

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport de l'accomplissement de la mission générale et permanente, qu'en vertu des dispositions de l'article 8 de la susdite loi, vous nous avez confiée par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 Avril 2008 pour les exercices 2008, 2009 et 2010.

Les états financiers et documents annexes, arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société, ont été mis à notre disposition dans le délai prévu à l'article 23 de la même Loi n° 408.

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, a été accomplie selon les normes professionnelles, et nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société, pendant l'exercice 2008, le bilan au 31 Décembre 2008 et le compte de pertes et profits de l'exercice de douze mois, clos à cette date, présentés selon les prescriptions de l'Ordonnance n° 3167 du 29 janvier 1946.

Ces documents ont été établis selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits figurant dans le compte de pertes et profits. Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises qui prévoient que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'irrégularités significatives. Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des informations contenus dans les états financiers, l'évaluation de leur présentation d'ensemble, ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la Direction de la société. Nous estimons que nos contrôles fondent correctement notre opinion.

Nous avons aussi vérifié les informations sur les comptes données dans le rapport de votre Conseil d'Administration, les propositions d'affectation des résultats et le respect par la société des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de ses organes sociaux.

A notre avis, le bilan au 31 Décembre 2008 et le compte de pertes et profits de l'exercice 2008 ci-annexés, qui sont soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 Décembre 2008 ainsi que les opérations et le résultat de l'exercice de douze mois, clos à cette date.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport de votre Conseil d'Administration relatives aux comptes.

Les propositions d'affectation des résultats sont conformes aux dispositions de la Loi et des statuts.

Nos contrôles n'ont pas révélé d'infraction aux dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement des organes de votre société.

RAPPORT SPECIAL

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous présentons un rapport sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895, accomplies pendant l'exercice 2008 et sur les Assemblées tenues pendant le même exercice.

I – Opérations visées à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895.

Nous vous rappelons qu'il s'agit de toute entreprise ou marché (opération) comportant une série de prestations (fournitures, travaux) successives de même nature ou de nature analogue, fait avec la société ou pour son compte et dans lequel un Administrateur de votre société a un intérêt direct ou indirect.

L'exécution de ces opérations pendant l'exercice 2008 vous est décrite dans le compte-rendu spécial fait par le Conseil d'Administration de votre société et nous n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet.

II – Assemblée tenue pendant l'exercice 2008

L'unique Assemblée réunie pendant l'exercice sous revue, est celle Ordinaire annuelle du 17 Avril 2008 qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2007.

Pour cette Assemblée, nous avons vérifié :

- Le respect des prescriptions légales et statutaires relatives à sa tenue ;
- L'exécution des résolutions approuvées.

Nous n'avons pas constaté d'irrégularité.

Monaco, le 4 mars 2009,

Les Commissaires aux comptes

François BRYCH

Claude PALMERO

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration sur la marche des affaires sociales de la société au cours de l'exercice 2008 clos le 31 décembre 2008 et du rapport des commissaires aux comptes sur le bilan et les comptes de cet exercice, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties et sans réserve, ainsi que le bilan et les comptes de cet exercice qui se soldent par un bénéfice net de 67 649 629,15 €.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire donne acte au conseil d'administration du compte rendu spécial qu'il lui a présenté sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895 et approuve lesdites opérations en tant que de besoin.

Elle maintient l'autorisation donnée aux administrateurs de prendre ou de conserver des intérêts directs ou indirects dans les entreprises ou marchés faits avec la Société, sauf à rendre compte à la prochaine assemblée générale annuelle.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire donne quitus entier et définitif au conseil d'administration pour sa gestion au cours de l'exercice 2008.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire constate que le bénéfice de l'exercice 2008 qui s'élève à la somme de 67 649 629,15 €, augmenté du compte « report à nouveau » antérieur, d'un montant de 7 457 466,93 €, représente un bénéfice distribuable d'un montant de 75 107 096,08 €.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire décide d'affecter ce montant au compte « report à nouveau ».

L'assemblée générale constate qu'après cette affectation, le bilan présente un fonds social positif de 106 719 485,13 € et rappelle que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été respectivement :

Exercices	Dividende	Dividende global
2005	-	-
2006	5,30 € par action	8 741 666,30 €
2007	-	-

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes et du réviseur, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2008, tels qu'ils lui ont été présentés.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration du 17 septembre 2008, ratifie la cooptation de Monsieur Edward Russo en qualité d'administrateur délégué, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration du 3 mars 2009, ratifie la cooptation de Madame Sophie Thévenoux en qualité d'administrateur, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire, conformément à la législation en vigueur, donne pouvoir au conseil d'administration de fixer, annuellement, la rémunération des commissaires aux comptes.

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs à Monsieur Didier Quillot ou à un porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme du présent procès-verbal pour l'accomplissement des formalités légales.

RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en euros)

	2004	2005	2006	2007	2008
Capital en fin d'exercice					
- Capital social	24 740 565	24 740 565	24 740 565	24 740 565	24 740 565
- Nombre d'actions ordinaires existantes	1 649 371	1 649 371	1 649 371	1 649 371	1 649 371
Opérations et résultats de l'exercice					
- Chiffre d'affaires hors taxes	66 407 452	68 409 745	72 243 807	65 202 768	63 093 849
- Résultat avant impôts, amortissements et provisions	58 582 125	-157 427 334	-17 040 768	-13 158 020	41 501 706
- Impôts sur les bénéfices	9 489 226	0	3 023 972	4 037 527	2 298 266
- Résultat après impôts, amortissements et provisions	-47 276 854	-29 031 215	17 415 980	1 566 066	67 649 629
- Résultat distribué	0	0	8 741 666	0	0
Résultats par action					
- Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions	29,76	-95,45	-12,17	-10,43	23,77
- Résultat après impôts, amortissements et provisions	-28,66	-17,60	10,56	0,95	41,02
- Dividende net attribué à chaque action	0,00	0,00	5,30	0,00	0,00
Personnel					
- Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	6	2	2	2	2
- Montant de la masse salariale de l'exercice	960 773	985 886	399 308	544 679	497 222
- Montant des sommes versées au titre des charges sociales	261 477	162 307	143 504	155 941	206 847

COMPTES CONSOLIDES
LAGARDERE ACTIVE BROADCAST

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'euros)

ACTIF	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Immobilisations incorporelles nettes	57 399	47 038
Ecart d'acquisition nets	165 392	179 279
Immob. corpor. nettes inclus imm. de plcmt	40 803	42 588
Titres MEE (y compris écarts d'acquisition)	3 041	5 998
Autres actifs non courants	31 203	25 661
Total impôts différés actif	6 289	9 520
Total actifs non courants	304 127	310 084
Stocks et en cours nets	31 537	33 877
Clients et comptes rattachés nets	362 377	346 774
Autres actifs courants	136 090	135 858
Trésorerie et équivalent	276 579	135 060
Total actifs courants	806 584	651 569
Total actif	1 110 711	961 653
Passif (en milliers d'euros)		
Capital social	24 740	24 740
Primes et réserves	48 964	45 828
Résultat	58 991	14 914
Intérêts minoritaires	5 426	5 731
Capitaux propres	138 120	91 213
Prov. pour retraites et obligations assimilées	14 359	17 307
Provisions pour risques et charges non courantes	37 624	38 149
Dettes financières non courantes	37 009	39 488
Autres passifs non courants	21 403	39 530
Impôts différés passif	16 027	18 431
Total passifs non courants	126 421	152 906
Provisions pour risques et charges courantes	32 437	64 071
Dettes financières courantes	311 508	130 792
Fournisseurs et comptes rattachés	325 008	284 204
Autres passifs courants	177 216	238 468
Total passifs courants	846 169	717 535
Total passif	1 110 711	961 653

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'euros)

31 décembre 2008 31 décembre 2007

Chiffre d'affaires	519 018	505 830
Produits annexes	48 605	37 449
Produits des activités ordinaires	567 623	543 278
Achats et variations de stocks	(99 816)	(51 440)
Production immobilisée	(833)	43
Production stockée	81 666	10 649
Charges externes	(254 994)	(216 623)
Charges de personnel	(203 411)	(204 454)
Dotations aux amortissements	(13 386)	(11 616)
Pertes de valeurs des immobilisations corporelles, incorporelles et des écarts d'acquisition	547	(10 097)
Autres (charges) et produits	16 126	(6 141)
Contribution des sociétés MEE	(4 126)	(2 718)
Résultat avant charges financières et impôts	89 395	50 880
Charges financières nettes	(4 847)	(998)
Résultat avant impôt sur les résit et int. mino.	84 548	49 882
Charges d'impôts	(24 204)	(33 244)
Résultat avant résultat des activités abandonnées	60 345	16 638
Résultat des activités abandonnées	0	0
Résultat net	60 345	16 638
Intérêts minoritaires	(1 353)	(1 723)
Résultat net part du groupe	58 991	14 914

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
Résultat net	60 345	16 638
Impôt sur le résultat	24 204	33 244
Charges financières nettes	4 847	998
Résultats avant charges financières et impôts	89 395	50 880
Dotations aux amortissements	13 386	11 616
Perte de valeur et dotations aux provisions	(27 740)	10 337
(gain) perte sur cessions d'actifs	(3 465)	2 025
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	660	3 349
Résultat des sociétés mises en équivalence	4 126	2 718
Variation du BFR (hors variation des impôts)	(22 280)	(15 364)
Flux générés par l'activité	54 083	65 562
Impôts payés	(33 788)	(29 349)
Intérêts encaissés	9 684	5 409
Intérêts payés	(13 667)	(4 432)
Flux opérationnels	A	16 312
Investissements		
Incorporels et corporels	(25 863)	(14 948)
Titres de participation	(86 539)	(23 511)
Autres actifs non courants	(9 839)	(19 158)
Total investissements	B	(122 242)
Cessions ou diminutions de l'actif immobilisé		
Prix de vente des immobilisations cédées		
Incorporelles et corporelles	393	390
Titres de participation	3 490	1 032
Diminutions des autres actifs non courants	3 446	8 433
Total cessions	C	7 330
(Augmentation) diminution des placements	D	
Flux d'investissements	E=B+C+D	(114 913)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	F=A+E	(98 601)
Opérations sur les capitaux propres		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(8 928)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(1 777)	(1 034)
Mouvements financiers		
Variation des dettes financières	3 813	12 331
Flux de financement	G	2 037
Autres mouvements		
Trésorerie sur variations de périmètre	965	(10)
Différences de conversion sur la trésorerie	(3 572)	3 841
Autres éléments		
Total des autres mouvements	H	(2 607)
Variation de trésorerie courante	I=F+G+H	(99 171)
Trésorerie début de période	65 236	69 609
Trésorerie fin de période	(33 935)	65 236

CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2008

(en milliers d'Euros)

	Capital social	Primes d'émission	Autres réserves	Ecarts de conversion	Autres variations	Intérêts Minoritaires	Capitaux propres
Solde au 31.12.2006	24 740	41 892	(938)	(2 557)	10 121	4 253	77 511
Résultat de la période			14 914			1 723	16 637
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0			1 781	537	14	2 332
Total des produits et charges comptabilisés en 2007	0	0	14 914	1 781	537	1 737	18 969
Distribution de dividendes			(8 928)			(1 034)	(9 962)
Augmentation de capital							0
Rémunérations sur base d'actions					3 898	564	4 462
Variation de périmètre						145	145
Autres variations			22			66	88
Solde au 31.12.2007	24 740	41 892	5 070	(776)	14 556	5 731	91 213
Résultat de la période			58 991			1 353	60 345
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				(15 854)	374	(99)	(15 579)
Total des produits et charges comptabilisés en 2008	0	0	58 991	(15 854)	374	1 255	44 766
Distribution de dividendes						(1 790)	(1 790)
Augmentation de capital							0
Rémunérations sur base d'actions					3 621	116	3 738
Variation de périmètre						43	43
Autres variations					81	71	151
Solde au 31.12.2008	24 740	0	105 953	(16 630)	18 632	5 426	138 121

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES

(en milliers d'Euros)	Autres réserves	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Intérêts minoritaires	Capitaux Propres
Résultat de l'exercice 2007	14 914			1 723	16 637
Variation des écarts de conversion		1 781		(4)	1 777
Variation de juste valeur					0
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées			537	18	555
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	1 781	537	14	2 332
Total des produits et charges comptabilisés en 2007	14 914	1 781	537	1 737	18 969
(en milliers d'Euros)	Autres réserves	Ecarts de conversion	Ecarts d'évaluation	Intérêts minoritaires	Capitaux Propres
Résultat de l'exercice 2008	58 991			1 353	60 345
Variation des écarts de conversion		(15 854)		(111)	(15 965)
Variation de juste valeur					0
Ecarts actuariels sur provisions pour retraites et obligations assimilées			374	12	386
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	(15 854)	374	(99)	(15 579)
Total des produits et charges comptabilisés en 2008	54 991	(15 854)	374	1 255	44 766

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2008

A – REFERENTIEL COMPTABLE

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Lagardère Active Broadcast sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le référentiel appliqué est constitué des normes IFRS et interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2008. Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'entrée en vigueur est postérieure à l'exercice 2008.

Les principes comptables appliqués à l'exercice 2008 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Les nouvelles normes, révisions de normes et interprétations d'application obligatoire pour l'exercice 2008 sont les suivantes :

Amendement à IAS 39 et IFRS 7 – Reclassement d'actifs financiers,

L'adoption de ces textes en 2008 n'a pas eu d'impact sur les comptes présentés par le Groupe.

Les principales normes, révisions de normes et interprétations publiées par l'IASB qui sont susceptibles de concerner le Groupe mais dont l'entrée en vigueur interviendra postérieurement à l'exercice 2008 sont les suivantes :

IAS 1 révisée - Présentation des états financiers,

IAS 23 révisée - Coûts d'emprunt,

IAS 27 révisée - Etats financiers consolidés,

Amendements à IAS 32 et IAS 1 - Instruments financiers remboursables au gré du porteur ou en cas de liquidation,

Amendement à IAS 39 - Instruments financiers – Eléments éligibles à la comptabilité de couverture,

Amendements à IFRS 1 et IAS 27 - Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée,

Amendement à IFRS 2 - Conditions d'acquisition des droits et annulations,

IFRS 3 révisée - Regroupements d'entreprises,

IFRS 8 - Secteurs opérationnels,

IFRIC 11 - Plans d'options au sein d'un groupe,

IFRIC 13 - Programmes de fidélisation clients,

IFRIC 14 - Ecrêtement d'un actif de retraite, exigences de leurs financements et interactions.

IFRIC 16 - Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger,

IFRIC 17 - Distribution d'actifs non monétaires aux actionnaires.

Les normes IFRS 3 révisée et IAS 27 révisée modifient substantiellement les principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises. Elles s'appliqueront de façon prospective aux transactions réalisées à compter du 1er janvier 2010. Concernant les autres textes cités, le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif qui serait lié à leur application.

Bases d'évaluation

Les états financiers ont été préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers qui sont comptabilisés selon la convention de la juste valeur.

Jugements et utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture, ainsi que les produits et charges de l'exercice.

La Direction du Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient diverger de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

B – PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

B.1 - Périmètre

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux, intégrés selon les méthodes de consolidation décrites ci-après, des entités contrôlées par la mère (filiales), des entités contrôlées conjointement (co-entreprises) ainsi que des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière (entreprises associées). L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, une participation supérieure ou égale à 20 %.

B.2 - Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont :

- **l'intégration globale** pour les sociétés filiales dans lesquelles le groupe Lagardère Active Broadcast exerce le contrôle. Le contrôle consiste dans le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ces sociétés.

Les comptes sont intégrés à 100 % poste à poste. Au sein des capitaux propres consolidés, la quote-part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales intégrées est présentée sous une ligne spécifique.

- **la mise en équivalence** pour les sociétés contrôlées conjointement et les entreprises associées. Cette méthode consiste à ne retenir dans les comptes consolidés que la quote-part de capitaux propres correspondant au pourcentage détenu par le Groupe.

La liste des sociétés consolidées par intégration globale et mise en équivalence est présentée en note F.

B.3 - Dates d'arrêtés comptables

Les dates d'arrêtés des comptes des sociétés consolidées correspondent à l'année civile.

B.4 - Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis en Euros suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :

- les postes du bilan sont convertis en Euros sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice.
- les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultant de la conversion de ces états financiers sont inscrites directement dans un compte spécial au sein des capitaux propres (« Ecart de conversion »).

Les écarts d'acquisition et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont exprimés dans la devise de l'entité et sont convertis au taux de clôture. Lors de la cession d'une entité étrangère, les différences de conversion antérieurement comptabilisées en capitaux propres sont reprises en résultat.

B.5 - Opérations et comptes réciproques

Les opérations internes ainsi que les comptes réciproques entre les sociétés du Groupe sont éliminés. Les provisions pour dépréciation se rapportant à des participations ou à des créances détenues sur les sociétés consolidées sont réintégrées dans les capitaux propres consolidés, les mouvements de l'exercice étant neutralisés dans le compte de résultat.

C – REGLES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

C.1 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes de produits et de services dès lors que le transfert de propriété est réalisé ou que la prestation est rendue aux clients.

Les achats et ventes correspondant à des opérations d'échange semblables sont éliminés et n'apparaissent donc pas au compte de résultat.

Pour les activités de régie publicitaire, de distribution de droits audiovisuels, le chiffre d'affaires est constitué des seules commissions perçues.

C.2 - Contrats de location simple

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

C.3 – Indicateurs utilisés pour mesurer la performance du Groupe

Le Groupe utilise comme principal indicateur de performance le résultat opérationnel courant des sociétés intégrées qui se calcule de la façon suivante à partir du résultat avant charges financières et impôts :

Résultat avant charges financières et impôts

Eléments à exclure :

Plus ou moins values de cession

Pertes de valeur sur écarts d'acquisition et immobilisations corporelles & incorporelles

Charges de restructuration

= Résultat opérationnel courant

Moins :

Contribution des sociétés mises en équivalence avant amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions

= Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées

C.4 - Conversion des opérations réalisées en devises

Au bilan, les dettes et créances libellées en devises étrangères sont converties en Euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change en résultant sont enregistrées en résultat, à l'exception de celles se rapportant à des opérations de financement à long terme d'une entité consolidée qui sont inscrites directement en capitaux propres.

C.5 - Paiement fondé sur des actions

Des options d'achat d'actions et des attributions d'actions gratuites ont été accordées à certains dirigeants et salariés du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », est enregistré en charges de personnel un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'octroi des options et des attributions. La contrepartie de cette charge est directement inscrite en capitaux propres. La norme s'applique aux plans mis en place à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1^{er} janvier 2005.

La juste valeur de la charge est calculée en utilisant les modèles binomial (options d'achat d'actions) et de type Black & Scholes (attributions d'actions gratuites). Sont pris en compte les caractéristiques du plan (prix et période d'exercice), les données de marché à la date d'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits (deux ans pour les plans Lagardère SCA) et, durant cette période, peut être corrigée en fonction des départs ou des radiations. L'évolution ultérieure du cours de l'action n'entraîne, quant à elle, aucune modification de la charge à comptabiliser.

C.6 – Résultat financier

Le résultat financier se compose des charges financières supportées en relation avec les dettes de financement du Groupe ainsi que des produits financiers perçus sur les placements et la trésorerie. Il enregistre également les résultats dégagés sur les opérations de produits dérivés dès lors que ces opérations sont rattachables aux dettes, aux placements financiers et à la trésorerie.

C.7 – Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires qui apparaissent lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. En cas de changement de taux d'impôt, les impositions différées sont ajustées au nouveau taux en vigueur sur l'exercice où le changement est connu et l'ajustement imputé en compte de résultat (méthode du report variable). Les impôts différés sont calculés en application des taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés qui s'appliqueront sur les exercices probables au cours desquels les différences temporaires s'inverseront. Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Au niveau de chaque entité fiscale (société ou groupe de sociétés adhérentes à un régime d'intégration fiscale), les actifs d'impôts différés sur différences temporaires et ceux attachés aux crédits d'impôt et déficits fiscaux reportables ne sont comptabilisés que lorsque leur utilisation est probable dans un futur prévisible.

Pour les titres mis en équivalence et dans la mesure où l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale représente les résultats accumulés non distribués depuis la date d'acquisition, l'impôt différé est calculé par application du taux d'imposition qui sera supporté par le Groupe lors de la distribution de ces résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils sont générés par des opérations directement enregistrées en capitaux propres auquel cas ils suivent le même traitement comptable.

C.8 – Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la quote-part attribuable à l'acquéreur dans les capitaux propres après valorisation à leur juste valeur des éléments d'actifs et de passifs identifiables à cette date. Lorsque cette quote-part est supérieure au coût du regroupement, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat. Les écarts d'acquisition sont initialement comptabilisés au coût d'entrée en tant qu'actif et sont ensuite évalués au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de valeur lors de chaque clôture annuelle ou ponctuellement en cas d'indices de pertes de valeur liés à l'apparition d'indicateurs de performance défavorables. Les modalités de mise en œuvre de ces tests sont explicitées dans la note C.10 ci-après.

Lors de la cession d'une filiale, le montant de l'écart d'acquisition qui lui est attribuable est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Les écarts d'acquisition relatifs aux entreprises consolidées par mise en équivalence sont inclus dans la valeur comptable des titres mis en équivalence.

C.9 – Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation. Celles dont la durée de vie est indéterminée ne sont pas amorties mais font l'objet de tests périodiques de dépréciation analogues à ceux pratiqués pour les écarts d'acquisition (cf. note C.10 ci-après).

Par ailleurs, dans ses activités Media, le Groupe n'encourt pas de frais de développement remplissant les critères de capitalisation au bilan.

C.10 – Tests de dépréciation

Le Groupe analyse régulièrement la valeur comptable de ses actifs corporels et incorporels afin d'apprécier s'il existe un indice quelconque de perte de valeur, notamment en cas d'apparition d'indicateurs de performances défavorables. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation afin de la comparer à sa valeur comptable. La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée est estimée à chaque date de clôture annuelle, indépendamment de tout indice de perte de valeur. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée en résultat. Lorsqu'elle porte sur un écart d'acquisition, la perte de valeur est définitive et ne peut être reprise au cours d'une période ultérieure.

Dans le cas où il n'est pas possible ou pertinent d'estimer la valeur recouvrable d'un actif pris individuellement, l'estimation est réalisée au niveau de l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle cet actif appartient.

La détermination de la valeur recouvrable est réalisée au travers de l'utilisation de deux méthodes :

- la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés générés par l'actif testé ou par l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle il appartient ;
- la méthode des comparables boursiers ou à défaut la référence à des valeurs de transaction récentes sur des actifs comparables.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions qui ressortent des derniers budgets-plans internes disponibles qui couvrent généralement une période de trois à cinq ans. Au-delà de cette période, il est fait application d'un taux de croissance à long terme spécifique à l'activité.

Les taux d'actualisation appliqués à ces flux de trésorerie sont calculés après impôt et propres à chacune des activités. Au 31 décembre, les taux généralement retenus se situent dans les fourchettes suivantes :

	2008	2007
taux d'actualisation (taux sans risque majoré de la prime de risque de marché)	8,28 %	7,7 à 8,3 %
taux de croissance	1,5 à 2,5 %	2 à 3 %

C.11 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées suivant la méthode du coût historique amorti. Le Groupe n'a pas retenu l'option offerte par IFRS 1, norme fixant les règles de première application des normes internationales, de les réévaluer à leur juste valeur au 1^{er} janvier 2004. Les coûts d'emprunt sont comptabilisés directement dans les charges de l'exercice.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire appliqué aux durées d'utilisation estimées dont les fourchettes par catégorie d'immobilisations sont :

Constructions	20 à 33 ans
Matériel et outillage industriels	3 à 10 ans
Autres matériels, mobilier, installations générales et agencements	2 à 10 ans

La base amortissable est constituée du coût d'acquisition réduit, le cas échéant, de la valeur résiduelle attribuable à l'issue de la durée de vie utile. A l'exception de l'immeuble abritant le siège social du Groupe, la valeur résiduelle retenue est généralement nulle.

Contrats de location financement

Toutes les opérations significatives de locations financières sont comptabilisées comme des investissements financés par emprunt. Les contrats de location sont ainsi classés lorsqu'ils transfèrent au Groupe et en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont qualifiés de contrats de location simple.

Les actifs sont amortis, comme les autres actifs détenus, sur leur durée d'utilité attendue ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location.

C.12 – Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition ou de production et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Les stocks concernent essentiellement des œuvres de la production audiovisuelle et des droits audiovisuels acquis des chaînes thématiques.

C.13 – Actifs financiers

Titres non consolidés

Les titres non consolidés sont initialement enregistrés à leur prix de revient. Au regard des critères définis dans la norme IAS 39, ces titres sont exclusivement qualifiés de titres disponibles à la vente.

Lors de chaque clôture, ils sont évalués à leur juste valeur, représentative de leur valeur de marché, dès lors que le Groupe dispose d'éléments d'évaluation suffisamment fiables, notamment lorsqu'il existe un marché actif. Dans le cas contraire, ils sont maintenus à leur valeur d'entrée.

Si la juste valeur, lorsqu'elle peut être déterminée, est supérieure à la valeur d'entrée, les titres sont réévalués par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

En cas de moins value identifiée, une perte de valeur est comptabilisée et enregistrée :

- en résultat si la perte présente un caractère permanent ; toute réappréciation ultérieure viendra alors s'imputer en capitaux propres ;
- en capitaux propres si la perte est présumée présenter un caractère temporaire.

Lors de la cession des titres, les ajustements de valeur inscrits en capitaux propres sont repris et comptabilisés au compte de résultat.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Des pertes de valeur sont enregistrées en résultat lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur comptable.

Trésorerie

La trésorerie comprend :

- les liquidités et dépôts à vue ;
- les dépôts et prêts dont l'échéancier de remboursement est inférieur à trois mois ;
- les valeurs mobilières de placement qui ne présentent pas de risque significatif de variation de valeur et qui peuvent être aisément converties en disponibilités (cas des SICAV monétaires notamment) ; elles sont comptabilisées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat.

Les placements en actions et obligations ainsi que les dépôts et prêts à échéance supérieure à trois mois sont exclus de la trésorerie et présentés au bilan dans le poste Placements financiers.

C.14 – Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les dettes financières, les fournisseurs et comptes rattachés et autres passifs. Ils sont évalués au coût amorti sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Des règles particulières d'évaluation, décrites en note C.16 ci-dessous, s'appliquent lorsque les passifs financiers sont adossés à des instruments dérivés de couverture.

C.15 – Engagements de rachats d'intérêts minoritaires

ENGAGEMENT DE RACHAT D'INTERETS MINORITAIRES

La norme IAS 32 considère que ces options de vente doivent être comptabilisées en passifs financiers. L'IFRIC, qui constitue l'organe officiel d'interprétation des normes IFRS, a été interrogé sur le mode de comptabilisation de ces passifs et n'a pas communiqué de position à ce jour. En attente des conclusions de l'IFRIC, le traitement comptable suivant a été appliqué :

- au bilan, lors de la comptabilisation initiale, l'engagement de rachat est comptabilisé, pour son montant estimé actualisé, en dettes financières par contrepartie des intérêts minoritaires et, pour le solde, en écart d'acquisition ;
- au compte de résultat, le résultat net consolidé de l'exercice est réparti entre la part du Groupe et les intérêts minoritaires conformément aux droits juridiques effectivement détenus. La part des intérêts minoritaires dans le résultat de même que les dividendes qui leur ont été versés au cours de l'exercice viennent au bilan s'imputer sur l'écart d'acquisition ;
- toute variation ultérieure de la valeur estimée de la dette est comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition.

C.16 – Instruments financiers dérivés

Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux d'intérêt.

C.17 – Provisions pour retraites et obligations assimilées

Des provisions sont constituées afin de couvrir la valeur actualisée des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, la seule obligation du Groupe réside dans le paiement de primes ou cotisations à des organismes extérieurs ; ces primes et cotisations sont comptabilisées en charges à leur date d'échéance.

Les régimes à prestations définies dans lesquels le Groupe est engagé sont principalement constitués à l'étranger par des plans de retraite et en France par le régime des indemnités de fin de carrière versées aux salariés au moment de leur départ.

La valeur actualisée des engagements sociaux est calculée en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées qui repose sur le principe que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. La méthode prend en compte des paramètres tels que :

- l'évolution prévisible des salaires ;
- la rotation des effectifs ;
- le risque de mortalité ;
- un taux d'actualisation financière et, si applicable, un taux de rendement attendu sur les actifs financiers dédiés.

Ces évaluations sont réalisées de façon complète au minimum tous les trois ans et mises à jour annuellement sauf événements exceptionnels nécessitant un chiffrage plus rapproché (modifications substantielles dans les conditions du régime ou dans la composition des effectifs couverts par exemple).

Le Groupe a choisi d'appliquer au 1^{er} janvier 2007 l'option offerte par la norme IAS 19 révisée qui permet de comptabiliser directement en capitaux propres les gains et pertes actuariels nés des changements d'hypothèses intervenus dans le calcul des engagements.

C.18 - Autres provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe dispose d'un plan formalisé et détaillé qui a été notifié aux parties concernées.

D – PRINCIPALES VARIATIONS DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Comparé à l'exercice 2007, le périmètre au 31 décembre 2008 comporte les principales modifications suivantes :

Pôle Radio

- Acquisition de la société Sport FM consolidée par intégration globale,
- Acquisition de 50% de la société Accélération Média (Afrique du sud) consolidée par mise en équivalence,
- Acquisition de 100% d' Europe1 Interactive consolidée par intégration globale,
- Acquisition de 100% de la société FM Jazz en Pologne consolidée par intégration globale.
- Création de 100% de la société Eurozet Consulting en Pologne consolidée par intégration globale.
- Acquisition de la société RTS Inform consolidée par intégration globale,

Autres Pôles

- Cession de la société Lagardère Active Management qui était consolidée par intégration globale,

Par ailleurs, en date du 14 février 2008, l'actionnaire minoritaire de la société Lagardere Active TV a exercé la promesse de vente accordée par Lagardere Active Broadcast. Lagardere Active Broadcast détient donc désormais 100% de la société Lagardere Active TV.

Et en date du 30 juillet 2008, l'actionnaire minoritaire de la société Aubes Productions a exercé la promesse de vente accordée par Lagardere Entertainment. Lagardere Entertainment détient donc désormais 100% de la société Aubes Productions.

E- NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

E.1 - Information sectorielle

La structure du groupe Lagardère Active Broadcast repose sur deux pôles opérationnels : les pôles Radio et Régies Radio, et Télévision.

Le premier niveau d'informations sectorielles est fourni par branches d'activité ce qui correspond à la structure d'organisation et de gestion du Groupe. Le second niveau est présenté par zones géographiques.

a) Informations par secteurs d'activité

(en millions d'Euros)	2008			2007		
	Radio et régie radio	Télévision et autres	Total Consolidé	Radio et régie radio	Télévision et autres	Total Consolidé
Chiffre d'affaires	311,5	207,5	519,0	295,6	210,2	505,8
Résultat opérationnel courant des sociétés intégrées	63,4	31,9	95,3	63,4	12,0	75,4
Résultat avant charges financières et impôts	62,5	26,9	89,4	57,2	(6,3)	50,9
Flux opérationnels	23,0	(6,7)	16,3	33,1	4,1	37,2
Flux nets d'investissements	(41,7)	(73,2)	(114,9)	(37,9)	(9,9)	(47,8)
Somme des flux opérationnels et d'investissements	(18,7)	(79,9)	(98,6)	(4,8)	(5,8)	(10,6)

b) Informations par secteurs géographiques

Chiffre d'affaires	31.12.2008	31.12.2007
France	372 267	360 492
Union Européenne des 25	86 171	64 843
Autres pays européens	57 686	74 320
U.S.A et Canada	14	463
Moyen-Orient	2 488	4 801
Asie-Océanie	68	108
Autres (Afrique, Amérique Latine)	325	803
Total	519 018	505 830

Actifs	31.12.2008	31.12.2007
France	647 982	630 091
Union Européenne des 25	99 455	101 278
Autres pays européens	83 654	89 226
Autres (Afrique, Amérique Latine)		
Total *	831 090	820 595

Investissements (immobilisations incorporelles et corporelles)	31.12.2008	31.12.2007
France	11 031	7 919
Union Européenne	8 547	2 307
Autres pays européens	6 285	4 722
Autres (Afrique, Amérique Latine)		
Total	25 863	14 948

* hors trésorerie et titres mis en équivalence

c) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose en :

	31.12.2008	31.12.2007
Chiffre d'affaires Production et distribution	110 650	121 736
Chiffre d'affaires Abonnés (Chaînes Thématiques)	46 387	45 806
Publicité	312 473	292 545
Echanges dissemblables	7 360	6 585
Autres ventes	42 148	39 158
Total	519 018	505 830

	31.12.2008	31.12.2007
France	372 267	360 492
Etranger	146 751	145 338
Total	519 018	505 830

Le Chiffre d'affaires de l'ensemble consolidé augmente sur l'exercice 2008 de 2,61 % en données brutes et de 2,57 % à périmètre et taux de change comparables.

La variation du chiffre d'affaires à périmètre et change comparables est calculée par comparaison entre :

- le chiffre d'affaires 2008 retraité des entrées de périmètre et le chiffre d'affaires 2007 retraité des sorties de périmètre intervenues en 2008 ;
- le chiffre d'affaires 2008 et le chiffre d'affaires 2007 retraité sur la base des taux de change applicables en 2007.

E.2 - Frais de personnel

a) Effectifs

Les effectifs moyens des entreprises consolidées par intégration se ventilent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Radio et régie Radio	1 866	1 709
Télévision	239	319
Autres	195	252
Total	2 300	2 280

b) Charges de personnel

	31.12.2008	31.12.2007
Salaires et rémunérations	146 675	144 006
Charges sociales	53 013	55 986
Coût des plans d'options	3 723	4 462
Total	203 411	204 454

c) Rémunération sur la base d'actions

Sur autorisation donnée par l'Assemblée Générale des Actionnaires de Lagardère SCA, maison-mère de Lagardère Active Broadcast, la Gérance du Groupe LAGARDERE a mis en place au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe des plans d'options de souscription et d'achat d'actions Lagardère SCA.

Conformément aux principes énoncés en Note C.5 « Rémunération sur la base d'actions », les options accordées à partir du 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis au 1er janvier 2005 ont été évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution.

Selon les termes définis dans les règlements des plans, les options sont acquises au bout de deux ans et expirent au dixième anniversaire à partir de la date d'attribution.

Les hypothèses utilisées pour le calcul de la juste valeur des options par le modèle binomial sont détaillées ci-dessous :

	Plan du 28/12/07	Plan du 14/12/06	Plan du 21/11/05
Cours de l'action à la date d'attribution	51,14€	59,85€	58,25 €
Prix d'exercice	(1)	55,84€	56,97 €
Volatilité attendue	27%	27%	30 %
Taux de dividendes attendu	2%	2%	2 %
Taux sans risque	4,19%	3,85%	3,5 %

(1)- Actions gratuites.

E.3 - Pertes de valeur et autres charges et produits des activités

	31.12.2008	31.12.2007
Pertes de valeur sur immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	484	(10 040)
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles	63	(57)
Sous total	547	(10 097)
Plus et moins values de cessions d'actifs	2 590	(1 989)
Restructurations	(4 902)	(9 712)
Pertes de valeur sur autres actifs	(8 332)	2 312
Pertes de valeur PRC (hors restructuration)	28 424	9 869
Abandon de créances	(2 933)	(3 325)
Gains et pertes de change	586	(1 274)
Charges financières hors intérêts	(99)	(205)
Autres charges et produits	793	(1 818)
Sous total	16 126	(6 141)
Total	16 673	(16 238)

Les pertes de valeur sur immobilisations incorporelles résultent des tests de valeur pratiqués conformément à la méthode décrite au paragraphe C9 de la Note 1 des Règles comptables et méthodes d'évaluation. En 2007, ce poste inclut une perte de valeur de 10,6 M€ des écarts d'acquisition sur certaines sociétés de Production Audiovisuelle.

E.4 - Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'analysent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Charges d'intérêts des dettes financières	(13 667)	(4 398)
Produits financiers sur prêts	9 196	4 453
Revenus des placements et produits des cessions des VMP	561	959
Variation de juste valeur des produits dérivés sur endettement net	(937)	(2 013)
Total	(4 847)	(998)

E.5 - Impôt sur les résultats

a) Ventilation de la charge d'impôt comptabilisée en résultat

La charge d'impôt au compte de résultat se ventile en :

	31.12.2008	31.12.2007
Impôt courant	(23 879)	(34 351)
Mouvements sur les impôts différés	(325)	1 107
Total	(24 204)	(33 244)

b) Rapprochement de la charge d'impôt

Le rapprochement entre la charge totale d'impôt comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique se présente comme suit pour les exercices 2007 et 2006:

	31.12.2008	31.12.2007
Résultat avant impôts	84 548	49 882
Contribution des sociétés mises en équivalence	4 126	2 718
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	0	10 592
Résultat des sociétés intégrées avant impôts et pertes de valeur sur immobilisations incorporelles	88 674	63 192
Charge d'impôt théorique (1)	(30 531)	(21 757)
Incidence sur l'impôt théorique des :		
Résultats taxés (déduits) à taux réduit	(1 008)	(615)
Déficits imputés dans l'exercice (2)	3 904	2 822
Déficits créés dans l'exercice (2)	(8 348)	(8 032)
Différentiels de taux d'imposition dans les filiales étrangères	4 901	4 311
Limitation des impôts différés	2 801	(7 980)
Variation des taux d'impôts		
Avoir fiscaux et crédits d'impôts		
Différences permanentes et autres éléments	4 077	(1 993)
Charge d'impôt réelle	(24 204)	(33 244)

(1) Au taux en vigueur en France

(2) Déficits n'ayant pas donné lieu à constitution d'impôts différés

c) Impôts différés comptabilisés au bilan

	31.12.2008	31.12.2007
Actifs incorporels	(14 332)	(14 388)
Actifs corporels	250	160
Actifs financiers non courants	133	504
Actifs courants hors stocks	881	1 130
Stocks et en-cours	(71)	(113)
Provisions pour retraites	1 923	2 837
Autres provisions	1 168	399
Autres passifs hors provisions	878	1 047
Trésorerie	(568)	(487)
Sous-total différences temporaires	(9 738)	(8 911)
Pertes reportables		
Crédits d'impôts		
Total impôts différés nets	(9 738)	(8 911)
Actifs d'impôts différés	24 887	30 919
Limitation d'impôts différés actifs	(18 598)	(21 399)
Passifs d'impôts différés	(16 027)	(18 431)

d) Suivi des impôts différés

	31.12.2008	31.12.2007
Actifs (passifs) d'impôts différés nets à l'ouverture de l'exercice	(8 911)	(10 408)
Produits (charges) d'impôts au compte de résultat	(325)	1 107
Autres	(502)	390
Actifs (passifs) d'impôts différés nets à la clôture	(9 738)	(8 911)

Au 31/12/2008 le poste autres inclus 1,0 million d'euros de reprise d'impôt différé passif comptabilisé autre titre des justes valeurs des passifs financiers liées à l'acquisition des 2% d'Europa Plus France.

E.6 - Résultat par action

Résultat par action non dilué

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net-part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe. Dans le cas de variations du nombre d'action liées à l'exercice des options sur actions consenties au personnel (mouvements répartis sur l'ensemble de l'année), il est fait la moyenne entre le nombre d'actions à l'ouverture et à la clôture de l'exercice.

Résultat par action dilué

La seule catégorie d'actions dilutives est constituée par les options sur actions consenties au personnel dès lors que le prix d'exercice est inférieur au cours de l'action coté à la date de clôture des comptes.

A ce jour, le Groupe n'a pas consenti d'options sur les actions de Lagardere Active Broadcast.

Pour le calcul du résultat par action dilué, le nombre moyen d'actions en circulation est corrigé du nombre d'options non encore exercées.

Le résultat net-part du Groupe de l'exercice est également ajusté par la prise en compte des produits financiers, nets d'impôt, induits par l'exercice des options de souscription.

(en euros)	31.12.2008	31.12.2007
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre	1 649 371	1 649 371
Ajustements :	-	-
-actions propres	-	-
-effet des augmentations de capital pondérées "prorata temporis"	-	-
Nombre moyen pondéré avant dilution	1 649 371	1 649 371
Effet pondéré des instruments dilutifs	-	-
Nombre moyen pondéré après dilution	1 649 371	1 649 371
Résultat net-part du Groupe non dilué (en Euros)		
-avant perte de valeur des écarts d'acquisition	35.77	15.46
-après perte de valeur des écarts d'acquisition	35.77	9.04
Résultat net-part du Groupe dilué (en Euros)		
-avant perte de valeur des écarts d'acquisition	35.77	15.46
-après perte de valeur des écarts d'acquisition	35.77	9.04

E.7 - Ecarts d'acquisition

Au bilan, les écarts d'acquisition nets concernent les sociétés suivantes :

(en milliers d'euros)		31.12.2008	31.12.2007
Ecart d'acquisition - valeur brute :			
	Radio et Régie Radio	119 672	134 841
	Télévision	95 319	94 048
Total - valeur brute		214 991	228 889
Ecart d'acquisition – pertes de valeur :			
	Radio et Régie Radio	(127)	(139)
	Télévision	(49 472)	(49 471)
Total – pertes de valeur		(49 599)	(49 610)
Ecart d'acquisition – valeur nette :			
	Radio et Régie Radio	119 545	134 702
	Télévision	45 847	44 577
Ecart d'acquisition – valeur nette		165 392	179 279

Principaux mouvements des exercices 2008 et 2007 :

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Valeur brute de début d'exercice	228 889	178 430
acquisitions/augmentations	19 476	51 665
Autres acquisitions/augmentations		(405)
diminutions/cessions		(801)
autres mouvements (conversion, modification de périmètre, conversion...)	(33 374)	(801)
Valeur brute en fin d'exercice	214 991	228 889
Pertes de valeur en début d'exercice	(49 610)	(39 403)
dotations		(10 587)
autres mouvements (conversion, modification de périmètre, conversion...)	11	380
Pertes de valeur en fin d'exercice	(49 599)	(49 610)
Valeur nette en fin d'exercice	165 392	179 279

Les principales variations des écarts d'acquisition nets de l'exercice 2008 correspondent à :

- la nouvelle estimation des passifs financiers liée à l'acquisition des 2% d'Europa Plus France
- l'acquisition des sociétés françaises Sport FM et Europe1 Interactive
- l'acquisition de la société polonaise FM Jazz
- l'acquisition de la société russe RTS Inform
- le rachat des minoritaires de Timoon
- des compléments de prix
- change

Les effets de la comptabilisation des options de ventes octroyées aux minoritaires sont analysés en paragraphe E.16 (effets sur les capitaux propres et le résultat).

E.8 - Immobilisations Incorporelles

Valeurs brutes	Solde au 01.01.2008	Acquisitions		Variation de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Oeuvres audiovisuelles	87 966	116		0	(26)	0	161	88 217
Autres Concessions brevet licences	17 758	5 384		(2 271)	(16)	(1 276)	2 633	22 212
Marques	40 467	42		0	(0)	(26)	(21)	40 462
Droit d'utilisation de fréquences	17 808	356		(204)	(102)	(294)	983	18 547
Autres immobilisations incorporelles	4 299	3 677		480	(391)	(96)	(238)	7 731
Total	168 298	9 575	0	(1 995)	(535)	(1 692)	3 518	177 170

Amortissements et pertes de valeur	Solde au 01.01.2008	Amortissements	Pertes de valeur	Variations de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Oeuvres audiovisuelles	(87 726)	(594)	508	0	23	0	1	(87 788)
Autres Concessions brevet licences	(15 631)	(1 224)	0	2 550	16	692	303	(13 294)
Marques	(17 166)	(17)	0	0	0	13	0	(17 170)
Droit d'utilisation de fréquences	0	0	0	0	101	6	(156)	(48)
Autres immobilisations incorporelles	(737)	(669)	(68)	(362)	391	45	(72)	(1 471)
Total	(121 260)	(2 504)	440	2 188	532	757	77	(119 771)
Valeur nette	47 038	7 071	440	194	(3)	(935)	3 594	57 399

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 1.01.2007	Acquisitions		Variation de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2007
Oeuvres audiovisuelles	84 291	351			(129)		3 453	87 966
Autres Concessions brevet licences	15 981	967		620	(223)	285	129	17 758
Marques	40 287	174		0	(30)	(5)	40	40 467
Droit d'utilisation de fréquences	17 564	114		0	0	(154)	284	17 808
Autres immobilisations incorporelles	4 868	462		(256)	(253)	57	(578)	4 299
Total	162 991	2 068	0	364	(635)	183	3 327	168 298

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.200 7	Amortissements	Pertes de valeur	Variations de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2007
Oeuvres audiovisuelles	(83 924)	(1 041)	550		104		(3 415)	(87 726)
Autres Concessions brevet licences	(14 331)	(863)	0	(434)	223	(259)	33	(15 631)
Marques	(17 079)	(83)	0	0	30	2	(36)	(17 166)
Droit d'utilisation de fréquences	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	(949)	(228)	0	256	253	(14)	(55)	(737)
Total	(116 282)	(2 215)	550	(178)	610	(271)	(3 473)	(121 260)
Valeur nette	46 709	(147)	550	186	(25)	(88)	(146)	47 038

E.9 - Immobilisations corporelles

La répartition par nature des immobilisations corporelles est la suivante :

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 01.01.2008	Acquisitions		Variation de périmètre	Cessions	Ecart de conver sion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Terrains	6 336	27		-179	0	0	0	6 184
Constructions	32 010	5 037		-32	-59	-953	2 215	38 217
Installations techniques	73 585	4 275		-8 954	-671	-1 503	1 708	68 441
Autres immobilisations corporelles	47 108	4 265		-9 093	-742	-993	1 615	42 159
Immobilisations en cours	6 034	7 386		-109	-73	-404	-9 684	3 150
Total	165 073	20 990	0	(18 367)	(1 545)	(3 853)	(4 146)	158 151

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.2008	Amortissements	Pertes de valeur	Variations de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2008
Terrains	(59)	0	0	0	0	0	0	(59)
Constructions	(25 409)	(1 178)	0	16	8	232	4	(26 327)
Installations techniques	(63 341)	(3 927)	0	6 781	59	1 132	(163)	(59 460)
Autres immobilisations corporelles	(33 656)	(4 345)	(4)	6 004	0	618	(103)	(31 485)
Immobilisations en cours	(20)	0	0	0	0	3	0	(17)
Total	(122 485)	(9 451)	(4)	12 801	67	1 985	(262)	(117 348)
Valeur nette	42 588	11 539	(4)	(5 566)	(1 478)	(1 868)	(4 408)	40 803

<i>Valeurs brutes</i>	Solde au 01.01.2007	Acquisitions		Variation de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2007
Terrains	6 281	55						6 336
Constructions	30 393	1 121		57		125	314	32 010
Installations techniques	68 528	3 160		622	(1 027)	408	1 894	73 585
Autres immobilisations corporelles	47 540	3 373		(119)	(3 612)	254	(328)	47 108
Immobilisations en cours	2 479	5 536		28	(456)	(57)	(1 496)	6 034
Total	155 221	13 245	0	588	(5 095)	730	384	165 073

<i>Amortissements et pertes de valeur</i>	Solde au 01.01.2007	Amortissements	Pertes de valeur	Variations de périmètre	Cessions	Ecart de conversion	Autres flux	Solde au 31.12.2007
Terrains	(59)							(59)
Constructions	(24 370)	(908)	(9)	3		(83)	(41)	(25 409)
Installations techniques	(58 511)	(3 099)		(499)	15	(161)	(1 085)	(63 341)
Autres immobilisations corporelles	(33 412)	(715)	(172)	(48)	110	(219)	801	(33 656)
Immobilisations en cours	-			(19)		(1)		(20)
Total	(116 352)	(4 722)	(181)	(563)	125	(464)	(325)	(122 485)
Valeur nette	38 869	8 523	(181)	25	(4 970)	266	59	42 588

E.10 - titres mis en équivalence

Les principales sociétés mises en équivalence sont :

(en milliers d'euros) 31.12.2008	% de capital détenu (1)	Contribution au résultat net (2)	Quote part de capitaux propres au bilan	Dividendes distribués au Groupe
Radmark (Afrique du Sud)	30,03%	445	1 074	(194)
Euro Radio Saar (Allemagne)	49,00%	360	2 886	(294)
Gulli*	66,00%	(3 586)	0	
Virgin Mega	49,00%	(1 533)	(1 970)	
Autres		188	1 052	(172)
Total		(4 126)	3 042	(660)

(en milliers d'euros) 31.12.2007	% de capital détenu (1)	Contribution au résultat net (2)	Quote part de capitaux propres au bilan	Dividendes distribués au Groupe
Radmark (Afrique du Sud)	30,03%	444	1 104	(670)
Jacaranda (Afrique du Sud)	20,00%	1 451	2 401	(2 097)
Euro Radio Saar (Allemagne)	49,00%	488	2 819	(310)
Gulli*	66,00%	(6 075)	0	
Virgin Mega	49,00%	(440)	(437)	
Autres		1 415	110	(272)
Total		(2 718)	5 998	(3 349)

(1) Pourcentage de contrôle par la société détentrice des titres

(2) Après amortissement des écarts d'acquisition

* la valeur des titres mis en équivalence de la société Gulli a été constatée en diminution des créances non courantes constitutives de son financement pour 20 596 k€ en 2008 et 17 010k€ en 2007.

E.11 - Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

Valeur nette	31.12.2008	31.12.2007
Titres disponibles à la vente	8 474	2 696
Prêts et créances	22 729	22 965
Instruments financiers dérivés		
Total	31 203	25 661

Les titres disponibles à la vente comprennent :

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Radio	3 848	2 598
Television et autres	4 626	98
Total des titres de participation non consolidés	8 474	2 696

Les prêts et créances se répartissent comme suit :

Prêts et créances	31.12.2008	31.12.2007
Valeur brute	73 202	69 038
Dépréciation	(50 473)	(46 073)
Valeur nette	22 729	22 965
Analyse de la dépréciation	31.12.2008	31.12.2007
Dépréciation à l'ouverture	(46 073)	(31 040)
Augmentation (diminution) de la dépréciation	(2 898)	1 564
Autres mouvements et écarts de conversion	(1 501)	(16 597)
Dépréciation à la clôture	(50 473)	(46 073)

E.12 - Stocks et en-cours

Ils se ventilent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Valeur Brute		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	18 606	24 478
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	19 812	13 728
Autres	317	681
Total Valeur brute	38 735	38 887
Dépréciations		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(6 753)	(4 334)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	(400)	(400)
Autres	(45)	(276)
Total Dépréciation	(7 198)	(5 010)
Valeur nette		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	11 853	20 144
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	19 412	13 328
Autres	272	405
Total Valeur nette	31 537	33 877
Analyse de la dépréciation	31.12.2008	31.12.2007
Dépréciation à l'ouverture		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(4 334)	(4 512)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	(400)	(200)
Autres	(276)	(79)
Total Dépréciation à l'ouverture	(5 010)	(4 791)
(Augmentation) diminution de la dépréciation		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(2 419)	(24)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	0	(200)
Autres	222	(186)
Total (Augmentation) diminution de la dépréciation	(2 197)	(410)
Autres mouvements et écarts de conversion		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	0	202
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	0	
Autres	9	(11)

Total Autres mouvements et écarts de conversion	9	191
Dépréciation à la clôture		
Œuvres, droits & apports co-producteurs Production audiovisuelle	(6 753)	(4 334)
Droits Audiovisuels Chaînes thématiques	(400)	(400)
Autres	(45)	(276)
Total Dépréciation à la clôture	(7 198)	(5 010)

E.13 - Créances clients

Les créances clients et leur valeur de réalisation se décomposent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Créances clients et comptes rattachés en valeur brute	385 092	366 391
Dépréciation	(22 714)	(19 617)
Valeur nette	362 377	346 774
<i>Dont</i>		
créances à moins d'un an	362 377	346 774
créances à plus d'un an		
	31.12.2008	31.12.2007
Analyse de la dépréciation		
Dépréciation à l'ouverture	(19 617)	(18 566)
(Augmentation) diminution de la dépréciation	(4 110)	(1 332)
Autres mouvements et écarts de conversion	1 013	281
Dépréciation à la clôture	(22 714)	(19 617)

Par ailleurs, les créances clients se décomposent comme suit :

	Non Echues	Echues depuis moins de 6 mois	Echues depuis plus de 6 mois	Total
Créances clients et comptes rattachés en valeur brute	253 468	105 838	25 785	385 092
Dépréciation	(8 542)	(2 984)	(11 188)	(22 714)
Net	244 926	102 854	14 598	362 377

Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou un débiteur viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du Groupe au risque de crédit n'est pas jugée significative compte tenu des types de marché sur lesquels se positionnent les différentes activités du Groupe et donc des caractéristiques de la clientèle qui en découlent.

L'encours clients présente un niveau de provisionnement stable d'un exercice sur l'autre, inférieur à 10 % de l'encours total.

D'une façon générale, le Groupe n'a pas connu dans le passé de taux de défaillance significatif. En France comme à l'étranger, les créances sont majoritairement détenues à l'égard de clients locaux dont aucun ne représente un pourcentage élevé des ventes locales. Les clients nouveaux susceptibles d'engendrer un volume d'affaires important font généralement l'objet d'analyses ou de prises d'informations préalables (telles que notations externes ou référence bancaires) qui peuvent conduire à la mise en place de garanties spécifiques ou à la souscription d'assurances crédit. Egalement, des plafonds de crédit par contrepartie peuvent être fixés.

14 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Avances et acomptes versés	3 397	5 314
Créances fiscales et sociales	94 339	102 123
Instruments Financiers dérivés		
Autres débiteurs	12 412	9 763
Prêts	30 778	31 910
Charges constatées d'avance	4 882	4 793
Autres créances diverses	14 655	7 773
Total	160 463	161 676
Dépréciation	(24 373)	(25 818)
Valeur nette	136 090	135 858
<i>Dont :</i>		
<i>Actifs à moins d'un an</i>	<i>136 090</i>	<i>135 858</i>
<i>Actifs à plus d'un an</i>		
Analyse de la dépréciation	31.12.2008	31.12.2007
Dépréciation à l'ouverture	(25 818)	(28 060)
(Augmentation) diminution de la dépréciation	1 428	3 737
Autres mouvements et écarts de conversion	17	(1 495)
Dépréciation à la clôture	(24 373)	(25 818)

E.15 - Trésorerie

Au tableau de financement, la trésorerie courante est calculée comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	276 579	135 060
Concours financiers courants	(310 514)	(69 824)
Trésorerie courante	(33 935)	65 236

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Valeurs mobilières de placement	4 231	7 695
Disponibilités (hors comptes courants)	38 409	32 401
Comptes courants de trésorerie débiteurs	233 938	94 964
Concours bancaires courants	(44 131)	(43 222)
Comptes courants de trésorerie créditeurs	(266 382)	(26 602)
Trésorerie courante	(33 935)	65 236

E.16 – Capitaux propres

a) Capital

Au 31 décembre 2008, le capital social de Lagardere Active Broadcast s'élève à 24 740 565 € et est divisé en 1 649 371 actions de 15 € de nominal chacune, dont 353 005 avec droit de vote double, toutes entièrement libérées.

b) Autres réserves

Ecarts de conversion

Les écarts de conversion correspondent aux différences de change liées à la conversion des états financiers des filiales étrangères et dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'Euro.

Ecarts d'évaluation

Les écarts d'évaluation incluent :

- les ajustements de valeur sur les instruments financiers dérivés relatifs à des couvertures de flux futurs ;
- les ajustements de valeur des titres disponibles à la vente.

c) Intérêts minoritaires

La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et les résultats des sociétés consolidées se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Au bilan	Au bilan	Au compte de résultat	Au compte de résultat
	31.12.2008	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2007
Radio et autres	2 489	3 007	2 166	948
Télévision	2 937	2 724	(813)	775
Total	5 426	5 731	1 353	1 723

d) Engagements de rachat sur intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capitaux propres au 31.12.2008	Capitaux propres au 31.12.2007
Engagements de rachat sur intérêts minoritaires :		
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	-	61 032
Ecart d'acquisition	-	36 563
Intérêts Minoritaires	-	(24 469)

L'engagement de rachat des minoritaires de Lagardère Active Tv a été soldé le 14 février 2008. Au bilan, lors de la comptabilisation initiale, l'engagement de rachat est comptabilisé, pour son montant estimé actualisé, en dettes financières par contrepartie des intérêts minoritaires et, pour le solde, en écart d'acquisition.

E.17 - Provisions

Les provisions courantes et non courantes s'analysent sous les principales rubriques suivantes :

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Provision pour retraite et charges assimilées	14 359	17 307
Provisions pour litiges	10 528	16 775
Provisions pour risques filiales	8 713	13 597
Provisions restructurations	3 211	9 502
Autres	47 608	62 346
Total	84 420	119 527
<i>Dont :</i>		
<i>part non courante</i>	<i>51 983</i>	<i>55 456</i>
<i>part courante</i>	<i>32 437</i>	<i>64 071</i>

Provision pour retraite et charges assimilées

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Ouverture	17 307	22 651
Coûts des services rendus	1 358	1 279
Coûts financiers	336	769
Réduction /liquidation	(38)	(6 250)
Total Charges (Produits) nettes	1 656	(4 202)
Prestations versées par l'employeur	(667)	(731)
Ecart actuariels	(719)	(313)
Autres (reclassement, variation périmètre)	(3 216)	(98)
Total	14 359	17 307

Autres provisions

(en milliers d'euros)	au 31.12.2007	dotations	reprises prov. utilisées	reprises prov. sans objet	Var. de périm.	Ecart de conv.	Reclass.	au 31.12.2008
Provisions pour litiges	16 775	2 856	(7 773)	(1 314)	0	(15)	0	10 528
Provisions pour risques filiales	13 597	2 078	(1 286)	(5 671)	0	(5)	0	8 713
Provisions restructurations	9 502	3 272	(9 485)	0	(78)	0	0	3 211
Autres	62 347	8 593	(7 299)	(17 842)	(769)	(259)	2 837	47 608
Total	102 220	16 799	(25 843)	(24 827)	(847)	(279)	2 837	70 061
Dont :								
part non courante	38 149	9 684	(5 517)	(8 419)	(654)	(273)	4 654	37 624
part courante	64 071	7 116	(20 326)	(16 408)	(193)	(6)	(1 817)	32 437

Les provisions pour litiges couvrent les risques identifiés à la clôture de l'exercice et sont évalués à partir d'une estimation des charges pouvant découler de ces litiges.

E18 - Dettes financières**a) Composition des dettes financières du Groupe**

Les dettes financières du Groupe se décomposent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Emprunts auprès d'établissements de crédit	35 304	38 027
Dettes de location financement		28
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires		596
Autres dettes financières	1 705	837
Dettes financières non courantes	37 009	39 488
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires		60 436
Autres dettes financières	994	733
Découverts et soldes créditeurs de banques	44 131	43 222
Comptes courants de trésorerie créditeurs	266 382	26 401
Dettes financières courantes	311 508	130 792
Total dettes financières	348 517	170 280

b) Ventilation par devises

Au 31.12.2008	€	SEK	LEU	PLN	RUB	Total
Emprunts auprès d'établissements de crédit				35 304		35 304
Autres dettes financières	1 285				420	1 705
Dettes financières non courantes	1 285	0	0	35 304	420	37 009
Autres dettes financières	108	775			111	994
Découverts et soldes créditeurs de banques	44 131					44 131
Comptes courants de trésorerie créditeurs	266 354	29				266 382
Dettes financières courantes	310 593	803	0	0	111	311 508
Total dettes financières	311 888	803	0	35 304	531	348 517

Au 31.12.2007	€	SEK	LEU	PLN	RUB	Total
Emprunts auprès d'établissements de crédit				38 027		38 027
Dettes de location financement			28			28
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	596					596
Autres dettes financières	468		12	195	162	837
Dettes financières non courantes	1 064	0	40	38 222	162	39 488
Dettes sur engagement de rachat d'intérêts minoritaires	60 436					60 436
Autres dettes financières		370		223	139	733
Découverts et soldes créditeurs de banques	43 110	112				43 222
Comptes courants de trésorerie créditeurs	26 395	7				26 401
Dettes financières courantes	129 941	489	0	223	139	130 792
Total dettes financières	131 005	489	40	38 445	301	170 280

c) Ventilation des dettes financières par échéance

Par échéance, les dettes financières se ventilent comme suit :

<i>Par échéance - total consolidé</i>	- 1 an (*)	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total
Emprunts auprès d'établissements de crédit		35 304		35 304
Autres dettes financières	994	1 677	28	2 700
Découverts et soldes créditeurs de banques	44 131			44 131
Comptes courants de trésorerie créditeurs	266 382			266 382
Au 31 décembre 2008	311 508	36 981	28	348 517
Au 31 décembre 2007	130 800	32 414	7 066	170 280

(*) L'ensemble des passifs à moins d'un an est classé en tant que dettes financières courantes au bilan consolidé

(*) Les dettes dont l'échéance est inférieure à un an sont classées en tant que dettes financières courantes au bilan consolidé

d) Juste valeur des actifs et passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers correspondant à la valeur comptable.

E.19 - Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit :

	31.12.2008	31.12.2007
Dettes sur acquisition d'immobilisations	17 609	35 748
Autres passifs	3 794	3 782
Autres passifs non courants	21 403	39 530
Dettes fiscales et sociales	108 586	143 508
Avances et acomptes	9 559	10 696
Autres créditeurs	12 588	30 669
Autres dettes diverses	28 980	41 668
Dettes sur acquisition d'immobilisations	9 758	6 445
Produits constatés d'avances	7 745	5 482

Autres passifs courants	177 216	238 468
Total autres passifs	198 619	277 998
<i>Dont :</i>		
Passifs à moins d'un an	177 216	238 468
Passifs à plus d'un an	21 403	39 530

E.20 - Contrats de location simple

Le résultat opérationnel courant inclut une charge de loyer de 13.9 M€ au 31 décembre 2008.
Le résultat opérationnel courant inclut une charge de 0.3 M€ au 31 décembre 2008 au titres de dons octroyés.

Les montants des loyers nominaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables sont les suivants :

	31.12.2008
2 009	10 403
2 010	9 243
2 011	4 224
2012	3 636
2013 et au delà	3 590
Total	31 096

E.21 – Engagements, passifs et actifs éventuels.

a) Engagements donnés

Il existe certains engagements hors bilan liés à l'exploitation normale des sociétés et essentiellement composés d'engagements d'acquisitions de droits audiovisuels.

Les autres engagements donnés sont :

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Cautions au profit de tiers		
Loyers non résiliables et garanties	34 108	27 889
Intérêts bancaires prévus sur dettes financières	5 799	
Total	39 907	27 889

Par ailleurs, le Groupe s'est engagé à procéder au rachat des intérêts hors Groupe dans certaines co-entreprises ou entreprises sous influence notable dont le montant sera fixé suivant une évaluation contradictoire ou à dire d'experts au moment de la transaction.

b) Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31.12.2008	31.12.2007
Lignes de crédit autorisées et non utilisées	-	-

c) Litiges en cours

- Dans le cadre des accords conclus par Lagardere Active Broadcast en vue de la prise de contrôle de la société LV&Co et de son réseau radiophonique MFM (prise de contrôle qui n'avait pu aboutir en raison du défaut d'agrément du CSA), une série d'actions avaient été intentées par un actionnaire minoritaire de LV&Co, déçu de n'avoir pu, contrairement à son attente, acquérir la station parisienne Voltage (également propriété de LV&Co) face à des offres mieux disantes. Certaines de ces procédures visaient directement Lagardere Active Broadcast. Cet actionnaire minoritaire a été, à ce jour, débouté de toutes ses demandes.

- Enfin, des sociétés du Groupe Lagardere Active Broadcast sont impliquées dans un certain nombre d'autres procès ou de litiges dans le cours normal de leurs activités.

Les charges pouvant découler de ces litiges, estimées probables par les sociétés et leurs conseils, ont fait l'objet de provisions d'un montant suffisant.

E.22 - Parties liées

a) Rémunération des dirigeants

Les rémunérations brutes versées aux dirigeants (salaires fixes, variables et primes, avantages en nature, émoluments, indemnités de fin de contrat et autres avantages) se sont globalement élevées à 3 682 K€ en 2007 et 3 749 K€ en 2008. Par ailleurs, le Groupe Lagardère n'a pas procédé à l'attribution à ces cadres dirigeants de plan de stock options, ni actions gratuites.

b) Transactions avec les parties liées

La principale transaction avec des parties liées concerne les managements fees qui sont facturés à Lagardere Active Broadcast par Lagardère Ressources dans le cadre d'une convention de prestations de services conclue entre les deux sociétés.

Lagardère Ressources assure la gestion de l'ensemble des moyens centraux du groupe Lagardère (directions centrales des achats, des systèmes d'information, de la trésorerie, de la communication, du contrôle de gestion, de la fiscalité,...). Par ailleurs, Lagardère Ressources est refacturée des coûts supportés par Lagardère capital & management dans le cadre d'une convention liant ces deux sociétés. Lagardère Capital & Management emploie les principaux dirigeants du groupe Lagardère, qui en constituent le comité exécutif. Celui-ci a pour rôle, autour des gérants, d'élaborer la stratégie du groupe Lagardère et d'animer le développement de celui-ci, d'arrêter les principales décisions de gestion qui en découlent, et d'assurer leur mise en œuvre tant au niveau global de la société mère qu'à celui des différentes activités. Lagardère Capital & Management a la charge de la totalité du coût salarial de ses dirigeants ainsi que de leur environnement de travail, et des honoraires de consultants extérieurs français ou internationaux auxquels ils sont susceptibles de faire appel.

Les coûts ainsi supportés par Lagardère Ressources sont ensuite répartis entre les différentes activités du groupe Lagardère au prorata de leur chiffre d'affaires. Depuis l'exercice 2005, ces management fees sont ainsi calculés sur la base de 0,9 % du chiffre d'affaires consolidé de Lagardere Active Broadcast, soit une charge de 4,7 M€ en 2007 et de 4,7 M€ en 2008.

Les autres transactions avec des parties liées sont faites à des conditions de marché, sur la base de contrats spécifiques ou de refacturations de charges à l'euro.

E.23 - Evénements postérieurs à la clôture

E.24 - Société mère consolidante

Les comptes consolidés du Groupe sont inclus dans les comptes consolidés de Lagardère SCA.

E.25 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

(en milliers d'euros)	2008					
	Mazars & Guérard		Claude Palméro		François BRYCH	
Commissariat aux comptes et missions accessoires	737	100%	133	100%	16	100%
Autres prestations (juridique, fiscal, social, ...)	0		0	0%	0	0%
Total	737		133		16	
(en milliers d'euros)	2007					
	Mazars & Guérard		Claude Palméro		Jean-Paul Samba	
Commissariat aux comptes et missions accessoires	805,5	99,8%	135	100%	18	100%
Autres prestations (juridique, fiscal, social, ...)	1,8	0,2%	0	0%	0	0%
Total	807,3		135		18	

F – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

F.1 - Sociétés consolidées par intégration globale

Radios

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	%contrôle
AD.POINT	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
AVA PRESS (MELODIA SAINT PETERSBOURG UKV) C.E.R.T.	13-a, rue Akademika Pavlova, 197022 ST-PETERSBOURG (RUSSIE) 58/60 Richard Wagner Strasse 66 111 SARREBRUCK (ALLEMAGNE)		100,00% 99,81%	100,00% 99,81%
EDI POLOGNE	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	420 304 180	100,00%	100,00%
EDI ROMANIA	Intrarea Camil Petrescu. Nr. 5 Sector 1 Bucarest ROUMANIE		99,16%	99,16%
EKBY (MELODIA ST. PETERSBOURG FM) EPFU	13, batiment 2, rue Baikonurskaya, 197227 ST-PETERSBOURG (RUSSIE) 12, rue Melnykova 04050, Kyev, UKRAINE		100,00%	100,00%
EUROPA MEDIA GROUPE	19, Rue Akademika Koroleva 127427 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EUROPA PLUS FRANCE	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	354 076 176	100,00%	100,00%
EUROPA PLUS NIJNI NOVGOROD	9a, rue Belinskogo, 603 600 NIJNI NOVGOROD (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EUROPA PLUS ST PETERSBOURG ZAO	47, Rue Professora Popova 197346 St-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EUROPA PLUS VYBORG	21 A, Leningradskoye chaussée, Région Léningradski 188800 VYBORG (RUSSIE)		85,00%	85,00%
EUROPA PLUS ZAO	19, Rue Akademika Koroleva 127427 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
EUROPE 1 INTERACTIVE	121 ave de Malakoff- 75016 PARIS	415 096 502	99,90%	100,00%
EUROPE 1 TELECOMPAGNIE	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	542 168 463	99,90%	100,00%
EUROPE 2 COMMUNICATION	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	339 696 072	100,00%	100,00%
EUROPE 2 ENTREPRISES	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	352 819 577	100,00%	100,00%
EUROPE 2 NORMANDIE	10, Rue Sadi Carnot - 14000 CAEN	347 736 597	100,00%	100,00%
EUROPE 2 PRAGUE	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
EUROPE DEVELOPPEMENT CZECH REPUBLIC	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
EUROPE NEWS	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	343 508 750	99,90%	100,00%
EUROZET	ul.Zurawia 8 - 00-503, VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
EUROZET CONSULTING POLAND	Ul. Zurawia 8, 00-503 VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
FM HOLDING	16, batiment 3, Place Spartakovskaya, 105082 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
FM JAZZ SP ZO	Ul. Narbutta 41/43, 02-536 VARSOVIE (Pologne)		100,00%	100,00%
FORWARD-MEDIA	Grosslingová 4, Bratislava, 811 09 (REPUBLIQUE SLOVAQUE)		100,00%	100,00%
FRANKFURT BUSINESS RADIO GMBH	Rüsselsheimer Str. 22, 60 326 FRANKFURT AM MAIN (ALLEMAGNE)		67,16%	67,29%
IMAGES ET SON CONSEIL	57, rue Grimaldi 98000 (MONACO)		100,00%	100,00%
INFINITIV	Nam. Hrdinu 8, PRAGUE 4 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
INTEGRATED NETWORKS	Per.7, Starokoptevsky 125239 MOSCOU (RUSSIE)		51,00%	51,00%
KANOKO BV	Stravinskylaan 3105 - 1077 ZX AMSTERDAM (HOLLANDE)		100,00%	100,00%
LAGARDERE ACTIVE FM	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	441 942 760	100,00%	100,00%
LAGARDERE ACTIVE RADIO INTERNATIONAL	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	388 404 717	100,00%	100,00%
LARI DEUTSCHLAND GMBH	58/60 Richard Wagner Strasse 66 111 SARREBRUCK (ALLEMAGNE)		100,00%	100,00%

LAROCCO GROUP	9/2, Rue Spiridonovka, bâtiment 4-103001 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
MEDIA PLUS MOSCOW ZAO	32, Rue Konstantinoïva, bâtiment 1-129 278 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
MEDIA PLUS REGION	77, Moskovskoye chausse, 443090 SAMARA (RUSSIE)		51,00%	51,00%
MMT	34, Komsomolski prospect, 614600 PERM (RUSSIE)		51,00%	51,00%
MUZYKA JAZZ RADIO	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
NOVOE PODMOSKOVYE	26, sale 313, rue Lipetskaya, 115404 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
OKEY RADIO	Seberniho 1, 821 03 Bratislava (REPUBLIQUE SLOVAQUE)		51,00%	51,00%
OMEGA	19 A, rue Kuussinen, 125252 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
PERFORMANCES	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	327 655 551	100,00%	100,00%
PROMOTION ET SPECTACLES D' EUROPE 1 PUH HITT	26 bis, Rue François 1er - 75008 PARIS	632 042 495	99,90%	100,00%
PUH HITT BIELSKO	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
R.R.M SLOVAKIA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
R.R.M. PRAGUE	Grosslingová 4, Bratislava, 811 09 (REPUBLIQUE SLOVAQUE)		100,00%	100,00%
RADIO 4 IN 1	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RADIO BONTON	Rüsselsheimer Str. 22, 60 326 FRANKFURT AM MAIN (ALLEMAGNE)		67,16%	100,00%
RADIO FM	Zeleny Pruh 99, PRAGUE 4 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RADIO FM ST PETERSBOURG	2 rue Zoologitcheskaya, 123242 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO KATUSHA (ELDORADIO)	4-6A, rue Malaya Pouchkarskaya, bureau 1H, 197198 St-PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO LAS VEGAS	13-a, rue Akademika Pavlova, 197022 ST- PETERSBOURG (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO MERCHANDISING COMPANY	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO PLUS POLSKA	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RADIO PLUS POLSKA ZACHOD	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		80,00%	80,00%
RADIO POGODA (CLASSIC FM)	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		64,00%	80,00%
RADIO REGION (MELODIA MOSCOW)	Ul. Traugutta 25 ; 90-113 Lodz - POLOGNE		100,00%	100,00%
RADIO RETRO ZAO	26, sale 313, rue Lipetskaya, 115404 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO SBB RODLO	15, Rue Akademika Koroleva 127427 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
RADIO STACJA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO VOLNA	ul. Konopnickiej 6, 00-491 VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIO WARMIA MAZURY	15, rue Lodiguina, bureau 1140, 620049 EKATERINBOURG (RUSSIE)		51,00%	51,00%
RADIO WARTA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RADIOZET	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RETRO NOVOSIBIRSK	ul.Zurawia 8 - 00-503, VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RFM ENTREPRISES (ex EUROPE FM)	77B, Krasni prospekt, 630031 NOVOSSIBIRSK (RUSSIE)		51,00%	51,00%
RG FREKVENCE 1	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	405 188 871	100,00%	100,00%
RMI FM (Media Poznan)	Wenzigova 4 - PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		100,00%	100,00%
RRM BUCAREST	Ul. Mickiewicza 28, 60-836 Poznan (POLOGNE)		100,00%	100,00%
RTS INFORM	Intrarea Camil Petrescu. Nr. 5 Sector 1 BUCAREST (ROUMANIE)		100,00%	100,00%
	32, bldg 15, Nigegorodskia ul , 109029 MOSCOU - RUSSIE		100,00%	100,00%

SAC (RADIO 7)	16, bâtiment 3, Place Spartakovskaya, 105082 MOSCOU (RUSSIE)		100,00%	100,00%
SPECTRUM FM	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%
SPOLKA PODUCENCKA PLUS POLSKA	Al. Komisji Edukacji Narodowej 93, 02-777 Warszawa VARSOVIE (POLOGNE)		89,80%	100,00%
SPORT FM	7, Rue Mariotte 75017 PARIS	450 964 937	100,00%	100,00%
STUDIO ZET	ul.Zurawia 8 - 00-503, VARSOVIE (POLOGNE)		100,00%	100,00%

Édition de Chaînes Thématiques*

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
LAGARDERE ACTIVE TV	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	334 595 881	100,00%	100,00%
CANAL J	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	343 509 048	100,00%	100,00%
JEUNESSE INTERACTIVE	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	491 848 222	100,00%	100,00%
LAGARDERE THEMATIQUES	32, Rue François 1er - 75008 PARIS	350 787 594	100,00%	100,00%
MATCH TV	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	438 604 738	99,97%	100,00%
MCM	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	384 939 484	100,00%	100,00%
MEZZO	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	418 141 685	60,00%	60,00%

Production et distribution Audiovisuelle*

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
AMAYA TECHNISONOR	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	542 088 604	100,00%	100,00%
ANGEL PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	384 015 491	100,00%	100,00%
ATLANTIQUE PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	324 873 421	100,00%	100,00%
AUBES PRODUCTIONS	20, rue Pergolese - 75 116 Paris	429 138 019	100,00%	100,00%
DEMD PRODUCTIONS	14, rue Pergolese - 75 116 Paris	377 608 377	100,00%	100,00%
EDITIONS MUSICALES FR. 1 ^{ER}	14, rue Pergolese - 75 116 Paris	381 649 771	100,00%	100,00%
EUROPE IMAGES INTERNATIONAL	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	339 412 611	100,00%	100,00%
GMT PRODUCTIONS	64, rue du Château - 92100 BOULOGNE	342 171 667	100,00%	100,00%
HACHETTE PREMIERE & CIE	25, Rue François 1er - 75008 PARIS	334 805 686	100,00%	100,00%
IMAGE ET COMPAGNIE	14, rue Pergolese - 75 116 Paris	334 027 620	100,00%	100,00%
LAGARDERE ENTERTAINMENT	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	309 001 477	100,00%	100,00%
LAGARDERE MEDIA CONSULTING	25, Rue François 1er - 75008 PARIS	307 718 320	100,00%	100,00%
LAGARDERE TELEVISION INTERNATIONAL	149, Anatole France 92100 LEVALLOIS - PERRET	612 039 164	100,00%	100,00%
LEO VISION	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	383 160 942	100,00%	100,00%
LES PRODUCTIONS 22	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	423 324 862	100,00%	100,00%
M5 (EX SOLOVEICIK & CIE)	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	424 230 225	100,00%	100,00%
MAXIMAL NEWS TELEVISION	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	384 316 907	100,00%	100,00%
MAXIMAL PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	432 608 313	100,00%	100,00%
TIMOON ANIMATION	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	448 829 275	100,00%	100,00%

Hors pôles

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
EUROPE 1 IMMOBILIER	26 bis, Rue François 1 ^{er} - 75008 PARIS	622 009 959	89,93%	90,00%

Régies

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
LAGARDERE ACTIVE PUBLICITE	31, Rue du Colisée - 75 008 PARIS	383 085 883	100,00%	100,00%
LAGARDERE METROPOLES	31, Rue du Colisée - 75 008 PARIS	329 209 993	100,00%	100,00%
LAGARDERE ACTIVE PUBLICITE SERVICES	31, Rue du Colisée - 75 008 PARIS	443 001 805	100,00%	100,00%
REGIE 1	31, Rue du Colisée - 75 008 PARIS	383 154 663	50,80%	51,00%
REGIE RADIO MUSIC	31, Rue du Colisée - 75 008 PARIS	341 949 923	100,00%	100,00%

F.2 - Sociétés consolidées par mise en équivalence

Sociétés	Siège	N° Siren	% d'intérêt	% contrôle
107.8 ANTENNE AC GMBH	Merzbrück 214 – 52146 WÜRSELEN (ALLEMAGNE)		51,14%	49,00%
107.8 ANTENNE AC GMBH & CO.KG	Merzbrück 214 – 52146 WÜRSELEN (ALLEMAGNE)		51,14%	49,00%
ACCELERATION MEDIA	4th Floor, Longkloof Studios, Darters Road, Gardens 8001, Cape Town (Afrique du Sud)		50,00%	50,00%
CAPITAL IMAGE	64, rue du Château – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	453 909 848	50,00%	50,00%
EURO RADIO SAAR	58/60 Richard Wagner Strasse 66 111 SARREBRUCK (ALLEMAGNE)		51,14%	49,00%
EUROPE REGIES OUEST	16, Avenue Henry Fréville - 35200 RENNES	404 391 542	49,00%	49,00%
GULLI (JEUNESSE TV)	12, rue d' Oradour-sur-Glane 75015 PARIS	480 937 184	66,00%	66,00%
MAX LOYD	Wenzigova 4/1872 - 120 00 PRAGUE 2 (REPUBLIQUE TCHEQUE)		33,99%	34,00%
NOUVELLES TELEVISIONS NUMER.	28, Rue François 1er - 75008 PARIS	449 779 487	40,00%	40,00%
PHARE OUEST PRODUCTIONS	24-26 quai Alphonse Le Gallo 92100 Boulogne Billancourt	449 491 166	50,00%	50,00%
RADIO 21	Calea Victoriei nr.224, bl D5, et. 9, ap.33, 35A, 36 Sector 1 BUCAREST (ROUMANIE)		20,00%	20,00%
RADIO 3000	Kehrweg 11, 4700 EUPEN (BELGIQUE)		25,06%	24,01%
RADMARK	Melis court 1-3 Meli road Rivogna 2128 (AFRIQUE DU SUD)		30,00%	50,03%
VIRGIN MEGA (unité HDS)	52, Avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS	432 573 806	49,00%	49,00%

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU REVISEUR SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaire aux comptes et de Réviseur de la société Lagardère Active Broadcast, nous avons procédé :

- au contrôle des comptes consolidés de la société LAGARDERE ACTIVE BROADCAST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- à la justification de nos appréciations,
- à la vérification des informations données dans le rapport de gestion.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 3 mars 2009. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce français relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « C.10 – Tests de dépréciation » de l'annexe aux comptes consolidés qui expose la détermination de la valeur recouvrable des actifs incorporels en fonction des méthodes :
 - des flux de trésorerie futurs générés par l'actif testé ou par l'Unité Génératrice de Trésorerie à laquelle elle appartient ;
 - des comparables boursiers, ou à défaut, la référence à des valeurs de transaction récentes sur des actifs comparables.

Nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles ces estimations sont fondées, notamment dans le cadre de la détermination des valeurs des flux de trésorerie futurs de ces actifs à des fins de comparaison avec la valeur comptable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Monaco et Courbevoie, le 4 mars 2009

Le Réviseur

Les Commissaires aux comptes

MAZARS
Représenté
par Bruno BALAIRE

François BRYCH

Claude PALMERO

**RAPPORT DU PRESIDENT
SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE
AU COURS DE L'EXERCICE 2008**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce issu de la Loi n°2003-706 du 1^{er} août 2003 de Sécurité Financière, nous vous présentons un rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et aux procédures de contrôle interne mises en place dans notre Société.

I. CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A/ Présentation générale du Conseil d'Administration au 31 décembre 2008

		Date de nomination	Date d'expiration du mandat
Président Délégué	M. Didier Quillot	07.03.2007	AGO 2011
Administrateur Délégué	M. Edward Russo	17.09.2008	AGO 2010
Administrateur Délégué	M. Jean-Pierre Cottet	27.04.2004	AGO 2010
Administrateur	M. Thierry Funck-Brentano	27.04.2004	AGO 2010
Administrateur	M. Pierre Leroy	02.09.2004	AGO 2010
Administrateur	Mme Marie-Pierre Gramaglia	03.05.2007	AGO 2011
Administrateur	LAGARDERE ACTIVE	27.02.2008	AGO 2010
	représentée par M. Alexandre Bompard		
Administrateur	HACHETTE SA	02.09.2004	AGO 2010
	représentée par M. Dominique D'Hinnin		

B/ Organisation et fonctionnement du Conseil

1. Organisation

Le Conseil d'Administration de Lagardère Active Broadcast («la Société») est actuellement composé de huit administrateurs, dont le Président Délégué et deux Administrateurs Délégués.

Les administrateurs détiennent chacun trois actions liées à l'exercice de leur mandat.

2. Fonctionnement

Le Conseil se réunit en tant que de besoin et au moins deux fois par an, pour arrêter les comptes semestriels et annuels. C'est l'occasion de procéder à une revue des activités, d'évoquer les évolutions du marché et de la concurrence, les dossiers d'actualité et de confirmer les axes stratégiques.

Les séances du Conseil ont en moyenne une durée d'une heure et demie.

Des dossiers chiffrés sur les points abordés par le Conseil sont préparés par la Direction Juridique et la Direction Financière de la Société, sous le contrôle de la Direction Générale, et sont remis aux administrateurs préalablement à chaque réunion. Chaque question abordée fait l'objet d'un débat entre les administrateurs et est soumise au vote à l'issue de la discussion.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à toutes les réunions du Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil sont établis et soumis aux administrateurs avant signature. Ils sont régulièrement reportés dans le registre des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

II - PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE AU SEIN DE LA SOCIETE

A/ Objet des procédures de contrôle interne

Pour le bon fonctionnement de l'entreprise, la Société est dotée de procédures de contrôle interne. Ces procédures ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisations des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise,
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne mis en place par Lagardère Active Broadcast est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes. Cependant, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que tous les risques sont totalement éliminés.

B/ Description de l'organisation générale du contrôle interne

Lagardère Active Broadcast est une société anonyme de droit monégasque, détenue à 99,22 % par Lagardère Active, filiale à 100 % de Lagardère SCA. Les actions composant le reste du capital sont cotées à la Bourse de Paris (Euronext, compartiment B). A ce titre, la Société est soumise aux obligations de publication de toute entreprise faisant appel public à l'épargne.

Le groupe Lagardère Active Broadcast opère dans deux secteurs différents :

- la radio : cette activité concerne le pôle Europe 1, le pôle FM et les radios à l'étranger, principalement en Europe de l'Est,
- la télévision : cette activité concerne l'édition de chaînes thématiques, la production de programmes de télévision et la distribution de droits audiovisuels,

Par ailleurs, ses régies publicitaires assurent la commercialisation de l'espace publicitaire des éditeurs radio et télévision du groupe ainsi que celui d'éditeurs tiers.

Les activités du groupe Lagardère Active Broadcast sont essentiellement situées en France où il a réalisé 72 % de son chiffre d'affaires consolidé en 2008.

Les acteurs exerçant des activités de contrôle pour la Société et ses filiales sont pour la plupart réunis dans la société Lagardère Active Management, filiale de la Société.

Lagardère Active Management regroupe l'ensemble des moyens communs aux différentes filiales de la Société et refacture la plus grande partie de ses coûts aux sociétés qui en bénéficient. Les différents services qui la composent sont les suivants :

- Au sein de la **Direction Financière**, le service comptable établit les comptes sociaux de près de 60 filiales françaises de la Société (essentiellement les activités hors télévision), ainsi que les déclarations fiscales, le suivi des contrôles fiscaux et les réponses aux demandes des commissaires aux comptes. Le service trésorerie assure la centralisation quotidienne de la trésorerie de l'ensemble des filiales du Groupe à l'exception de celles situées à l'étranger, l'administration des comptes bancaires et le suivi des relations avec les banques. Les services de contrôle de gestion et de consolidation sont chargés du *reporting* de gestion et de l'établissement des comptes consolidés.
- Les **Ressources Humaines** assurent la gestion des ressources humaines, en coordination avec les DRH opérationnelles rattachées aux pôles d'activité (pôle musique, régies, télévision), la gestion des contentieux et de leurs aspects juridiques. Le service du personnel prend en charge l'administration du personnel ainsi que l'établissement de la paie.
- La **Direction Juridique** est le garant de la sécurité juridique et fiscale des opérations du groupe Lagardère Active Broadcast. Il assure ou supervise le secrétariat juridique de l'ensemble des sociétés françaises, intervient sur toute opération d'acquisition ou de restructuration, valide les contrats et suit les litiges.

- La **Direction Technique** gère les moyens techniques des radios, à Paris comme en province, et plus généralement sur le site de la rue François 1er (y compris les salles de montage des chaînes musicales), ainsi que l'exploitation technique pour le pôle FM. Elle assure par ailleurs la diffusion des radios du groupe. Les Services Généraux gèrent l'ensemble des services généraux pour le site François 1er et pour les sites dont les baux sont portés par Europe 1 Immobilier. Ils interviennent en conseil sur les autres sites.
- La **Direction des Systèmes d'Information** gère l'ensemble des systèmes informatiques et télécoms du groupe Lagardère Active Broadcast, à l'exception de l'informatique antenne des radios et des chaînes thématiques, et mettent en œuvre les projets informatiques des filiales. La Direction des Systèmes d'Information est chargée de la politique de sécurité des systèmes d'information, en coordination avec les services informatiques du Groupe Lagardère.
- La **Direction de la Communication et du Marketing** coordonne les politiques de communication des différentes entités du groupe Lagardère Active Broadcast, et plus particulièrement les relations avec la presse, et gère opérationnellement la communication d'Europe 1.

Tout en donnant aux activités opérationnelles les moyens de se concentrer sur leurs cœurs de métiers, cette organisation répond au double objectif de synergie et de contrôle :

- mutualiser les coûts et générer des économies (synergies dans les équipes, partage d'infrastructures, puissance de négociation avec les fournisseurs, ...),
- diluer les risques liés au taux de rotation du personnel par rapport à une organisation décentralisée où, en raison de la taille restreinte des structures locales, quelques individus deviennent clés sinon par leurs compétences au moins par leurs connaissances,
- maintenir à un niveau élevé de qualité la gestion fonctionnelle, notamment en termes de sécurité, tout en limitant les coûts pour les filiales, pour répondre aux problématiques d'appartenance à un grand groupe,
- maintenir en central un contrôle suffisant sur les activités opérationnelles,
- assurer une certaine séparation des tâches et une indépendance des fonctions centralisées vis-à-vis des opérationnels,
- diffuser sans délai et avec un minimum de distorsion la culture du management de la Société en terme de contrôle interne,
- tendre vers un fonctionnement plus coordonné d'activités diversifiées.

Les activités fonctionnelles couvertes par Lagardère Active Management peuvent néanmoins exister au sein des organisations définies par les activités opérationnelles : elles correspondent alors à des aspects spécifiques, directement liés aux métiers ou aux produits, pour lesquels des compétences particulières sont utiles, de même que l'immédiate proximité des décideurs de l'activité opérationnelle, ou encore des contraintes matérielles ou techniques, rendant difficile la remontée des informations au niveau central.

Quatre niveaux de contrôle sont pratiqués pour assurer la sécurité du dispositif au sein de la Société et de ses filiales :

- le premier niveau est exercé par le responsable de chaque collaborateur sur les opérations (commerciales, techniques, financières, juridiques, etc.),
- le deuxième niveau est exercé par les contrôleurs de gestion dédiés à la Société et ses filiales, entre lesquelles il existe une très forte concertation,
- le troisième niveau est exercé par la Direction Générale et/ou la Direction Financière de la Société et de ses filiales,
- le quatrième niveau est exercé dans le cadre d'un contrôle externe, notamment par les commissaires aux comptes de la Société et de chacune de ses filiales, mais aussi par le Groupe Lagardère, actionnaire majoritaire de la Société, via ses services, en particulier le Contrôle de Gestion, l'Audit Interne, la Direction Juridique ou la Direction des Risques.

Les trois premiers niveaux sont exercés au sein de la Société et de chacune de ses filiales selon des procédures définies par la Société.

La campagne d'auto-évaluation du contrôle interne menée fin 2007 a montré que les processus de contrôle étaient globalement bien maîtrisés. Aucune défaillance ou insuffisance grave du contrôle interne n'a été identifiée.

1. Les acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle

- a) La **Direction Générale** de la Société est assurée par le Président Délégué assisté de deux Administrateurs Délégués. Les responsables opérationnels de chaque pôle rapportent directement au Président Délégué.

Le contrôle exercé par la Direction Générale s'effectue au travers du Conseil d'Administration de la Société et de différents comités du groupe Lagardère Active :

Le comité exécutif se réunit une fois par semaine sous la présidence de Didier Quillot qui regroupe les directeurs des principaux départements.

Le comité de direction se réunit une fois par mois sous la présidence de Didier Quillot, afin de débattre des sujets d'actualités relatifs aux diverses activités du Groupe. Il est composé de vingt membres qui représentent l'ensemble des activités opérationnelles et fonctionnelles.

Le comité international se réunit une fois par trimestre. Il est composé de neuf membres qui représentent l'ensemble des activités opérationnelles et fonctionnelles internationales.

- b) La **Direction Financière** s'appuie pour l'exercice de son contrôle, sur une Direction des Comptabilités et de la Trésorerie, un Contrôle de Gestion central et un service de Consolidation.

La Direction des Comptabilités et de la Trésorerie

- tient la comptabilité de la Société et de la plupart de ses filiales,
- s'assure du respect des normes comptables françaises et de la législation fiscale,
- dans le cadre des clôtures trimestrielles, a en charge la saisie, pour chaque société consolidée du groupe Lagardère Active Broadcast, d'une liasse de consolidation selon la procédure de *reporting* définie par le Groupe Lagardère,
- vérifie le respect des procédures relatives à la signature des factures avant paiement et au respect des plafonds de signature sur les moyens de paiement,
- établit les clôtures annuelles et les états de synthèse qui sont examinés par les auditeurs externes (Commissaires aux Comptes),
- produit la facturation pour la Société et ses filiales.
- gère au quotidien la trésorerie de la Société et de la quasi-totalité de ses filiales, à l'exception de celles situées à l'étranger.

Le Contrôle de Gestion

- est fortement impliqué auprès de chaque responsable d'activité dans la gestion quotidienne et les projets de développement des entreprises dont il assure le suivi,
- élabore le budget avec les responsables opérationnels des activités concernées,
- rend compte du suivi du budget et de l'évolution de l'activité,
- établit un *reporting* mensuel présenté et discuté avec le Groupe Lagardère selon la procédure de reporting définie par le Groupe Lagardère.

- c) La **Direction Juridique** coiffe la totalité des juristes des filiales du groupe et :

- assure le suivi de tous les litiges, en collaboration avec des cabinets d'avocats et informe la Direction Générale de la Société,
- participe auprès des opérationnels aux négociations de la plupart des contrats et de façon systématique pour les contrats les plus importants,
- rédige les contrats ou propose des modifications aux projets proposés par des tiers,
- tient le secrétariat juridique de la totalité des filiales françaises du groupe Lagardère Active Broadcast,
- assure le suivi fiscal de la Société et de la plupart de ses filiales,
- suit les mouvements de l'actionariat de la Société,
- rédige également des notes destinées à la Direction Générale et aux opérationnels sur des problématiques juridiques diverses liées à l'actualité opérationnelle de la Société et de ses filiales ou à des évolutions légales ou jurisprudentielles.

La Société fait appel à la Direction Juridique du Groupe Lagardère pour la négociation et/ou la rédaction des contrats et/ou le suivi des litiges, lorsque leur impact est jugé significatif pour le Groupe Lagardère du point de vue financier ou en terme d'image. De même, la Société fait régulièrement appel à des avocats pour la négociation et/ou la rédaction de contrats et/ou le suivi des litiges les plus importants.

- d) La **Direction des Ressources Humaines** a en charge :

- la rédaction et le suivi des contrats de travail des salariés de la Société et des différentes filiales,
- les relations avec les délégués du personnel et/ou le comité d'entreprise,
- la gestion des congés et des absences,
- le respect des règles en matière d'hygiène et de sécurité,
- l'élaboration et la mise en œuvre du règlement intérieur,
- l'administration du personnel (déclarations, relations avec les organismes sociaux, établissement de la paie de la majorité des filiales de la Société).

La Société fait également appel à des avocats, en particulier pour la négociation et/ou la rédaction des contrats les plus importants et le suivi des litiges, notamment prud'homaux.

e) La Direction des Systèmes d'Information veille à la sécurité et au bon fonctionnement des systèmes informatiques utilisés sur les différents sites du groupe.

2. Dispositif de contrôle de l'information financière et des circuits financiers

Le dispositif de contrôle de l'information financière et des circuits financiers se traduit par (i) l'existence et la pratique régulière de *reporting* par l'intermédiaire de procédures, (ii) la tenue de comités et (iii) la mise en œuvre de moyens ou actions spécifiques.

La Société et ses filiales sont soumises à l'ensemble des procédures de contrôle de l'information financière et des circuits financiers définis par le Groupe Lagardère, lesquelles sont décrites dans le document de référence de Lagardère SCA.

2.1 Fonctionnement du reporting

a) Comptabilité sociale

La comptabilité sociale de la Société et de ses filiales françaises est effectuée par les services comptables de Lagardère Active ou, le cas échéant, les comptables des filiales, rattachés à la Direction des Comptabilités et de la Trésorerie.

La Société et ses filiales effectuent un arrêté de gestion mensuel et un arrêté comptable trimestriel. Les comptes sociaux de la Société et de ses filiales font l'objet d'une revue semestrielle par leurs Commissaires aux comptes.

b) Comptes consolidés

Les comptables de Lagardère Active ou ceux des filiales du groupe Lagardère Active Broadcast renseignent chaque arrêté trimestriel dans la base de consolidation.

Dès lors, le service de Consolidation de la Société a accès à l'ensemble des données comptables trimestrielles des sociétés consolidées.

La Société et ses filiales utilisent toutes le logiciel de consolidation et de *reporting* mis en place au sein du groupe Lagardère Active Broadcast. Par ailleurs, les données budgétaires de la Société et de ses filiales et les révisions des prévisions budgétaires sont saisies dans ce logiciel, permettant ainsi des comparaisons mensuelles.

Pour les besoins du Groupe Lagardère, les comptes consolidés de la Société sont saisis mensuellement dans le logiciel de consolidation et de *reporting* mis en place au sein du groupe Lagardère. Ce logiciel comporte un grand nombre de contrôles de cohérence.

c) Budgets

Un planning de réalisation interne du budget de la Société et de ses filiales est réalisé par la Direction Financière. Chacun des responsables opérationnels et fonctionnels est chargé de préparer son budget avec le contrôleur de gestion en charge de son entité, selon la procédure budgétaire interne du groupe Lagardère Active Broadcast, puis de présenter ce budget à la Direction Financière et à la Direction Générale.

Le document de synthèse *Budget-Plan* présente et commente les indicateurs tels que chiffre d'affaires, résultat opérationnel, résultat financier, fonds opérationnels employés et trésorerie.

Le budget-plan de la Société et de ses filiales est examiné annuellement par le Comité Financier du groupe Lagardère.

Une comparaison du budget plan et des données comptables consolidées est effectuée mensuellement par le contrôleur de gestion de la branche.

Les réestimés de fin d'année de la Société et de ses filiales sont renseignés en tant que de besoin et au minimum trois fois par an dans les bases de *reporting*.

Dans le cadre des procédures mises en place par le groupe Lagardère, l'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles est soumis à des tests de valeur annuels, selon les méthodes des multiples boursiers, des flux actualisés, et éventuellement des transactions comparables.

d) Comités et/ou réunions de reporting

Le *reporting* mensuel de chaque activité accompagné d'une note de commentaires expliquant les principaux écarts avec le budget fait l'objet d'une discussion entre la Direction Financière et les contrôleurs de gestion.

Sur la base de ces éléments, les supports de synthèse du *reporting* mensuel sont préparés sous la responsabilité de la Direction Financière pour les besoins de la Direction Générale et pour répondre au suivi exercé par le groupe Lagardère.

Un Comité de Reporting de la branche Lagardère Active est organisé mensuellement par le Directeur Financier et les équipes du Contrôle de Gestion central du groupe Lagardère.

Ces réunions ont pour finalité :

- d'opérer un suivi financier de la Société (résultats financiers et état des indicateurs atteints au cours du mois précédent en les comparant au budget),
- de suivre les grandes orientations opérationnelles de la Société et de ses filiales.

2.2 Sécurisation des circuits financiers

a) Engagements

Sont soumis à la procédure d'investissement mise en place par le Groupe Lagardère les investissements ou désinvestissements financiers quel que soit leur montant.

Les opérations courantes sont engagées par les responsables des services concernés dans le cadre de leur budget.

En règle générale, les engagements significatifs de la Société et de ses filiales non budgétés nécessitent l'accord de la Direction Financière et de la Direction Générale.

b) Financement

La Direction de la Trésorerie du groupe Lagardère Active gère la trésorerie de la Société et de ses filiales françaises quotidiennement, en relation avec la Direction Financière de la Société. Elle tient à jour un état permanent des positions bancaires.

Elle supervise l'ensemble des relations bancaires de la Société et de ses filiales. Le recours par la Société et ses filiales au financement bancaire est soumis aux règles établies par le Groupe Lagardère.

c) Audit

La Société et ses filiales, en tant qu'entités du groupe Lagardère Active, font l'objet d'audits de leurs principaux cycles économiques et financiers de la part de la Direction de l'Audit du groupe Lagardère.

d) Délégations

Les pouvoirs bancaires au sein de la Société sont formalisés.

e) Systèmes informatiques

Un ensemble de mesures de protection contre l'intrusion et contre l'interruption de service des systèmes informatiques est mis en place au sein de la Société et de ses filiales.

Une charte d'utilisation des systèmes informatiques s'impose à l'ensemble des salariés de la Société et de ses filiales.

2.3 Contrôle de la conformité aux lois et réglementations en vigueur

Les procédures relatives au respect des lois et réglementations spécifiques applicables à la Société font l'objet d'un suivi régulier par les organes de direction de la Société, par l'intermédiaire de la Direction Juridique et/ou des conseils extérieurs de la Société.

De même, les procédures relatives au respect des lois et réglementations spécifiques applicables aux filiales de la Société font l'objet d'un suivi régulier par les organes de direction de ces filiales, par la Direction Juridique et/ou leurs conseils extérieurs.

Les contentieux de la Société et de ses filiales sont gérés par :

- les juristes et/ou les conseils extérieurs des filiales, notamment à l'étranger,
- la Direction Juridique, en relation avec ses conseils extérieurs,
- le cas échéant par la Direction Juridique du groupe Lagardère lorsque l'impact de ces contentieux est jugé significatif pour le groupe Lagardère du point de vue financier ou en terme d'image.

Vous allez maintenant prendre connaissance du rapport de vos Commissaires aux comptes contenant leurs observations sur le présent rapport dans sa partie relative à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Le Président Délégué

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU REVISEUR ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 225-235 DU CODE DE COMMERCE FRANÇAIS, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE LAGARDERE ACTIVE BROADCAST

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes et de Réviseur de la société LAGARDERE ACTIVE BROADCAST et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce français, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président du conseil d'administration de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce français au titre de l'exercice clos le 31/12/2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce français, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce français.

Autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce français

Nous avons constaté que le rapport comportait les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce français, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Monaco et Courbevoie, le 4 mars 2009

Le Réviseur

Les Commissaires aux comptes

MAZARS
Représenté
par Bruno BALAIRE

François BRYCH

Claude PALMERO